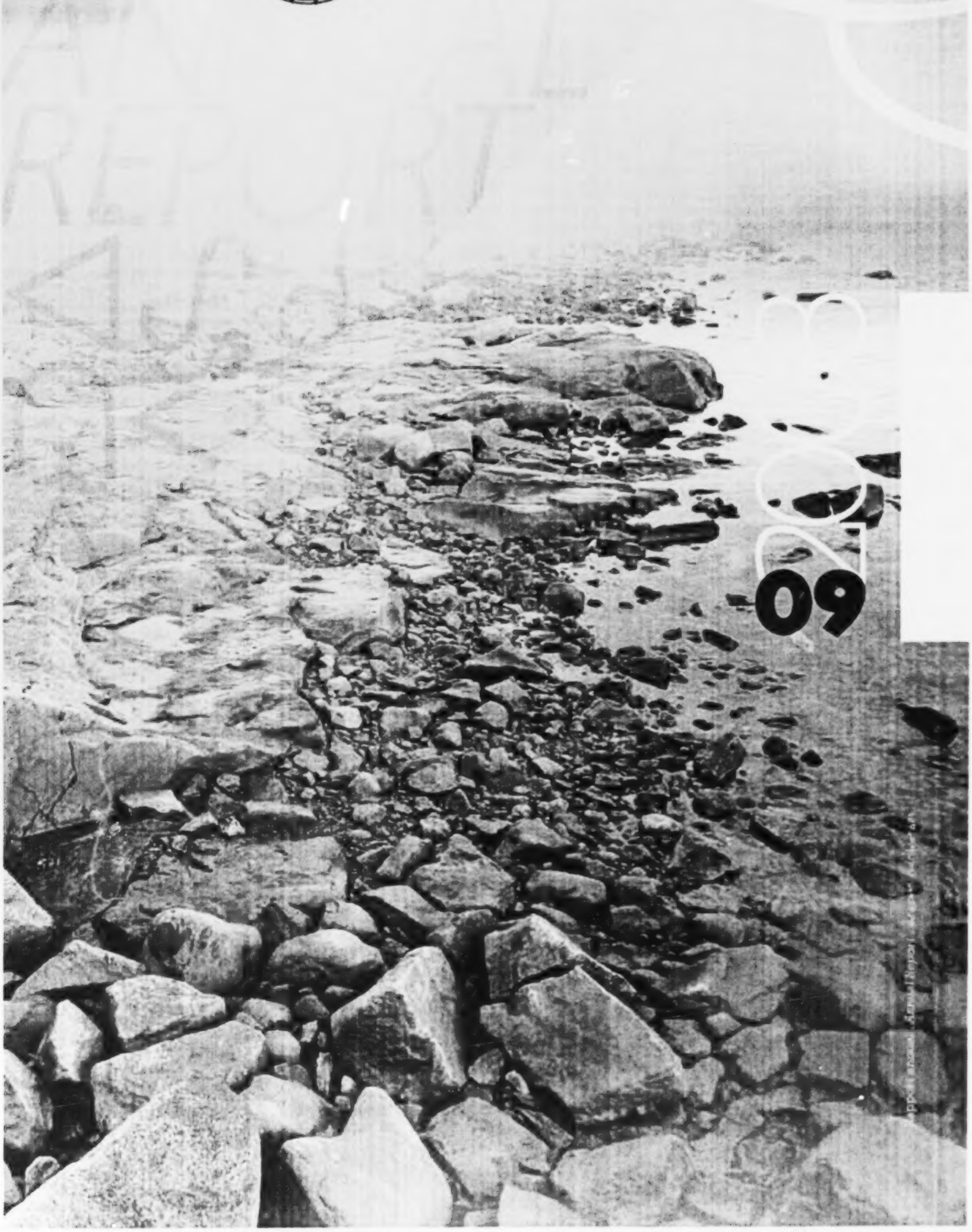
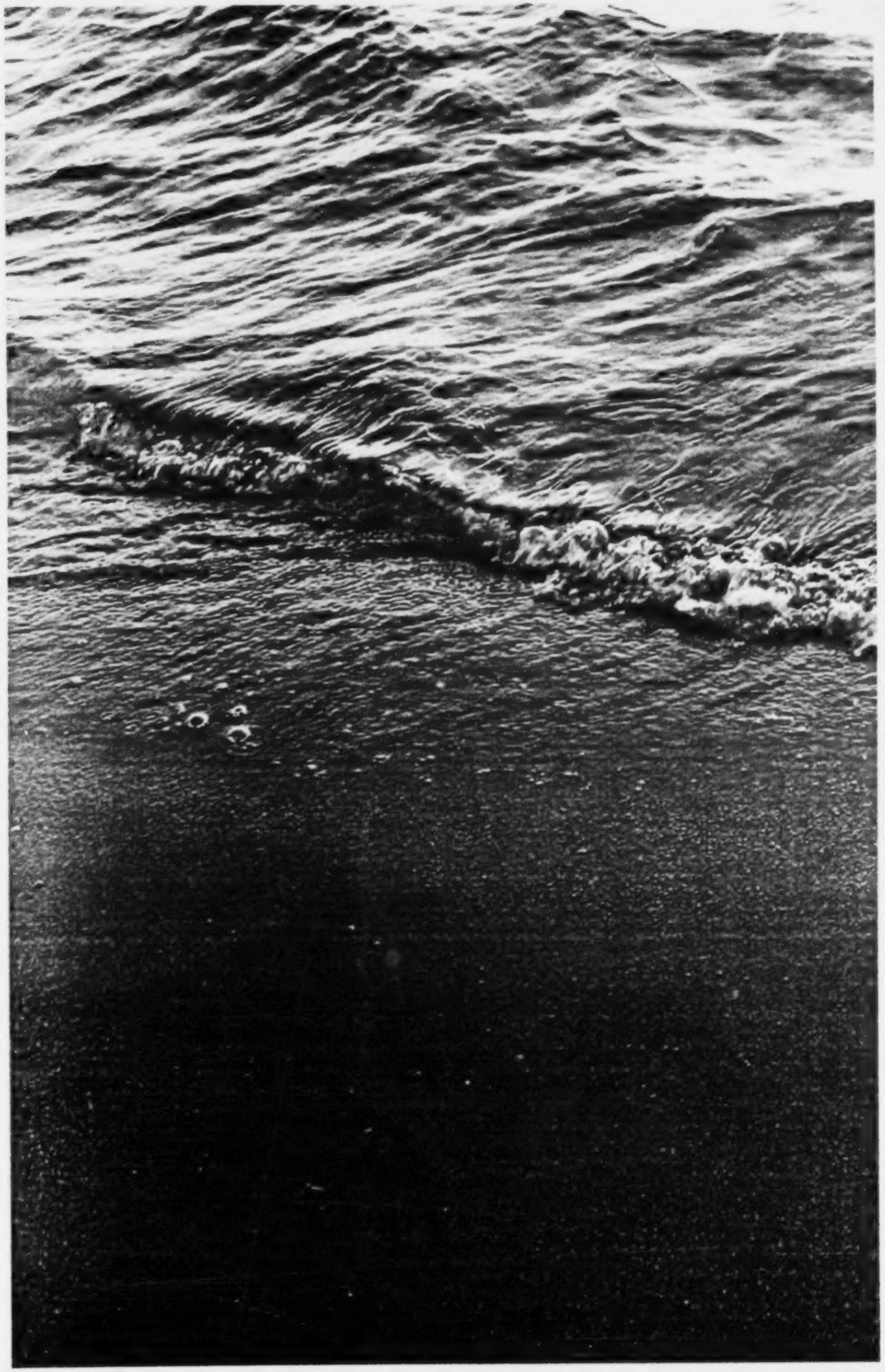
Office de la sécurité du revenu
des chasseurs et piégeurs cris

Cree Hunters and Trappers
Income Security Board

ᓂᑑᐦᐆ ᓈᔮᓐ ᐅᒋᒫᐅᒡ





Gouvernement du Québec
Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,
ministre du Travail
et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

Québec, le 9 mars 2010

Monsieur Yvon Vallières
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément à la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (L.R.Q., c. O-2.1), je suis heureux de vous transmettre le rapport d'activité de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2009.

Ce rapport rend compte des activités de cet organisme durant la période du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

SAM HAMAD

Monsieur Sam Hamad
Ministre de l'Emploi et
de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Monsieur le Ministre,

Au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piegeurs cris, j'ai le plaisir de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2009. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 2008-2009 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (2008-2009)

**Gérald Lemoyne**

Québec, mars 2010

Mr. Matthew Coon Come
Chairman
Cree Regional Authority
2 Lakeshore Road
Nemaska (Québec) J0Y 3B0

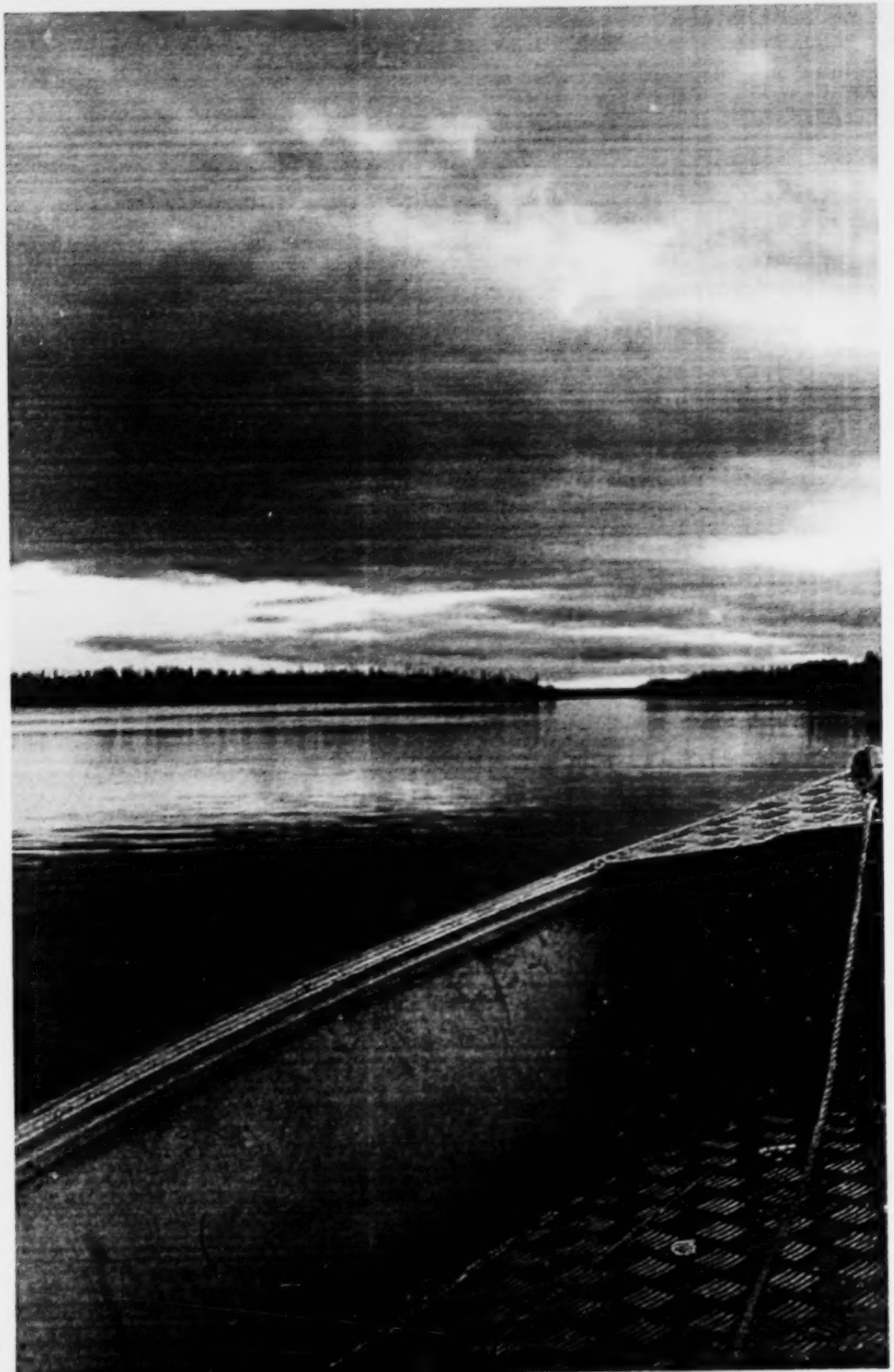
Sir,

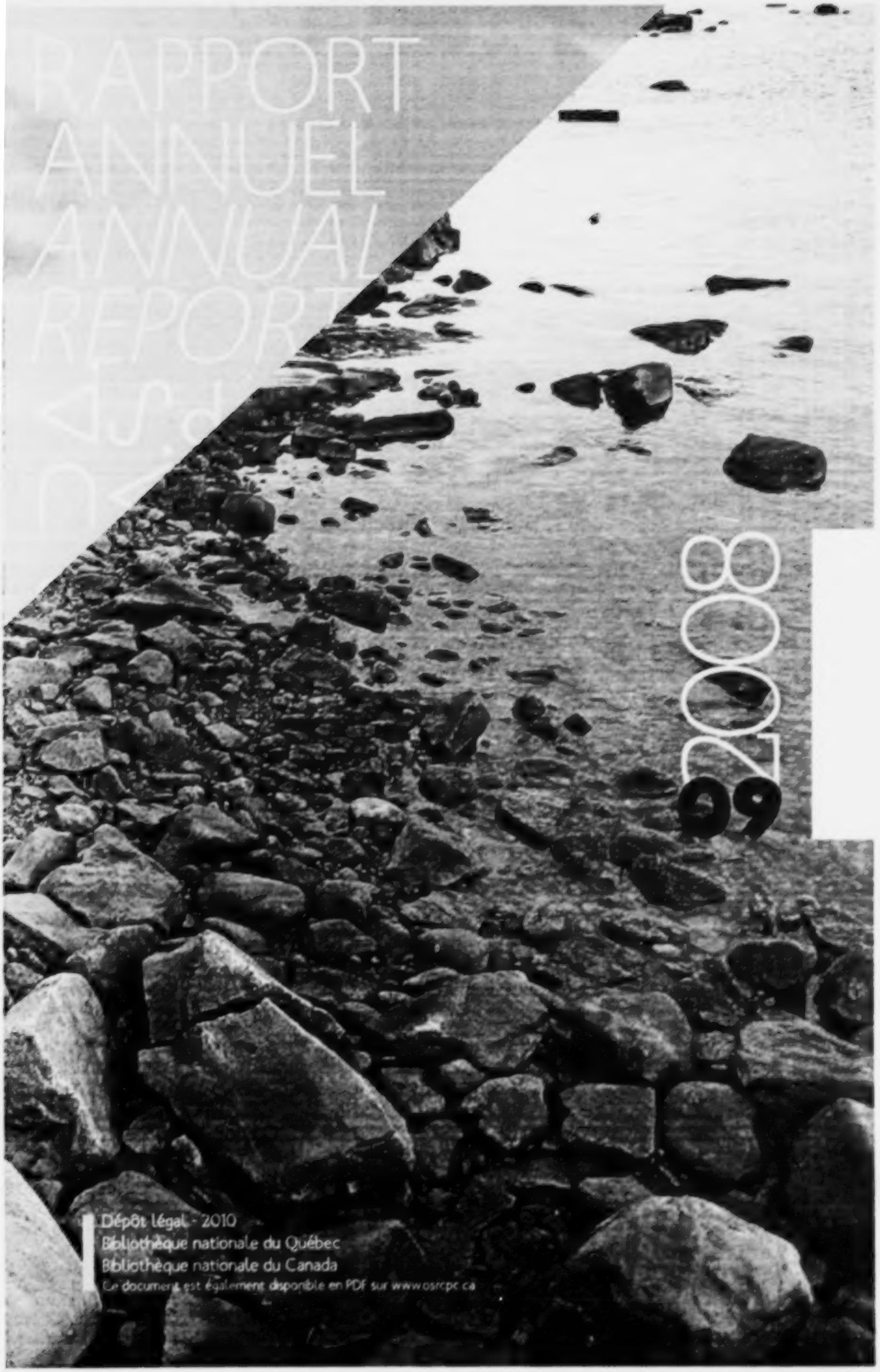
On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 2009. This report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 2008-2009, and includes the Financial Statements for that same period.

Yours very truly,

**Gérald Lemoyne**
Chairman (2008-2009)

Québec, March 2010






Dépôt légal - 2010
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Ce document est également disponible en PDF sur www.osrcpc.ca

# Table des matières
## *Table of contents*
## ᒫ·ᑳᓐ ᒫᓯᓈᒑᒻ

**Message des membres**
***Message from the Board***
ᑳ ᓈᑳᓂᐱᐦᑎᐦᒃ ᐅᑎᐹᒍ·ᐃᓂ ᐋᐤ

**Message du directeur général**
***Message from the Director-general***
ᐅᒋᒫᐤ ᑳ ᐱᒋᐱᔦᐦᒑᑦ ᐅᑎᐹᒍ·ᐃᐤ

**L'Office**
***The Board***
ᑳ ᓈᑳᓂᐱᐦᑎᐦᒃ

**Le programme**
***The Program***
ᐋ ᐱᒋᐱᔦᐦᐋᑭᓂ·ᐃᑦ ᓂᔮᐦᐅᓈᔅᐤ

**Les activités de l'année 2008.2009**
***Activities for the Year 2008.2009***
ᑳ ᐃᐦᑎᓈᓂ·ᐃᒃ ᐆ ᑳ ᐱᔫᐦᒃ 2008.2009

**Tableaux**
***Tables***
ᐋᒥᔅᒑᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ

**Organigramme**
***Organization Chart***
ᐋ ᐃᑎᐦᑳᑐᓈᓂ·ᐃᒃ

**États financiers 2008.2009**
***Financial Statements 2008.2009***
ᐋ ᒥᓯᓈᓱᑦ ᑳ ᐃᔅᐱᔅᑦ ᓂᔥᑳᓐ 2008.2009

**Code d'éthique et de déontologie**
***Code of Ethics and Professional Conduct***
ᒍ·ᐃᔅᐧ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᑎᓭᓈᓂ·ᐃᒃ

**Développement durable**
***Sustainable Development Policy***
·ᐋᓀᒍ·ᐋ·ᐃᐣ ᐅᐦᒋ ᒍᐱᔅᐧ ᐋ ᐄᔑ ᐅᔑᐦᒑᑭᓂ·ᐃᒃ ᒫᑳᓐ ᒫ ᐅᐦᒋ ᐱᑳᔅᒥᐦᐅᓈᓂ·ᐃᒃ

# Message des membres

**Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris sont fiers de présenter le rapport annuel des activités pour l'année 2008-2009.**

Vous y trouverez une description de l'Office, du programme, les statistiques les plus pertinentes sur la participation ainsi que les montants versés. Finalement, vous trouverez dans ce document les états financiers de l'exercice qui s'est terminé le 30 juin 2009.

L'année 2008-2009 a été marquée principalement par une tournée de consultations de chacune des neuf communautés cries afin de recueillir les suggestions et les commentaires des intéressés sur les façons d'améliorer le programme.

En effet, les membres et le personnel de l'Office désirent moderniser le Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris afin de le rendre plus convivial et mieux adapté aux conditions actuelles. La tournée de consultations a été la démarche la plus importante effectuée à cette fin, mais deux autres activités [illegible] programme. En plus de la tournée de consultations, une étude sur la perception et la satisfaction du programme a été menée par un anthropologue indépendant. Finalement, nous avons complété une analyse des tendances de participation afin de cibler l'évolution du Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Toutes ces études formeront la base pour la réflexion et le développement des modifications [illegible].

Le Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est en place depuis 1976 [illegible] l'évolution de sa clientèle. Les membres et le personnel de l'Office demeurent dévoués à la cause de l'Organisme et à la satisfaction des utilisateurs de ce programme [illegible].

Jean-Guy Dugré
Guy Girouard
Gérald Lemoyne

Philip Awashish
Willie Iserhoff
George Wapachee

# Message du directeur général

**L'année 2008-2009 marque le début d'un tournant majeur pour l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.**

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

**Serge Larivière, Ph.D., MBA**
**Directeur général**

# L'Office

L'OFFICE

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a été mis en place lors de la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en novembre 1975. À la suite de la signature de cette convention, les dispositions régissant sa constitution, ses responsabilités et les pouvoirs de l'Office ont été décrits au chapitre 30 de ladite convention tel que modifié par la Convention complémentaire no 15 et édictés dans la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (L.R.Q., chapitre O-2.1).

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est un organisme autonome bipartite composé de six membres dont trois sont nommés par le gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée du mandat des membres est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui doivent désigner, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. L'Office fait rapport annuellement de ses activités au gouvernement du Québec et à l'Administration régionale crie.

**Réunions des membres 2008-2009**

| | |
|---|---|
| [illegible] | 2-3-4 septembre 2008 |
| Montréal | 3-4 décembre 2008 |
| [illegible] | 11 mars 2009 |
| Montréal | 9 juin 2009 |

L'Office compte présentement dix-huit (18) employés à son service, incluant les employés à temps plein, à temps partiel et les occasionnels. Parmi ceux-ci, onze (11) employés desservent les communautés cries et sept employés participent à la gestion du programme au siège social à Québec. Le personnel ne fait pas partie de la fonction publique du Québec et l'Office détermine les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. Le poste de direction, qui constitue le premier niveau suivant celui des membres, est le poste de directeur général auquel se rattache une rémunération équivalant à celle du personnel d'encadrement de classe 4 dans la fonction publique.

Les membres de l'Office se réunissent périodiquement pour évaluer et suivre les activités du programme. En 2008-2009, les membres ont tenu quatre rencontres régulières.

Les montants requis pour le paiement des prestations aux chasseurs et piégeurs cris inscrits au programme ainsi que pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. L'année financière de l'Office débute le 1er juillet et les états financiers pour l'année 2008-2009 montrent que les dépenses de l'exercice terminé le 30 juin 2009 se sont élevées à 21 711 984 $. De ce montant, près de 90 % représentent les prestations et la balance, soit 2 043 192 $, couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des neuf bureaux locaux situés dans les communautés cries.

# Le programme

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a comme principaux objectifs de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris et en prévoyant des mesures d'incitation. Il tire son origine de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) signée le 11 novembre 1975 et a été officiellement mis sur pied en novembre 1976.

LE PROGRAMME

Le programme s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation de la faune comme mode de vie. Par activités d'exploitation, on entend la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires comme la fabrication ou la réparation de matériel, la préparation et l'aménagement du terrain, le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation, la fabrication d'objets artisanaux, la gestion de la faune, les déplacements, etc.

Les objectifs du programme sont demeurés les mêmes depuis sa création et depuis le tout début, l'Office a cherché à assurer la réalisation et le maintien de ces objectifs malgré les nombreux changements survenus à l'environnement social, économique et faunique des chasseurs et piégeurs cris. Une première révision du programme en 1988 a mené à la Convention complémentaire no 8 et a introduit, entre autres, les comités locaux des chasseurs et piégeurs cris et le versement de prestations de maternité. Une deuxième révision, plus exhaustive, a mené à la signature de la Convention complémentaire no 15 en 2002, qui instaure d'importants changements au programme lesquels sont entrés en vigueur au début de l'année-programme 2002-2003. Le concept original demeure cependant inchangé, à savoir un programme qui accorde un revenu annuel à des familles de piégeurs.

Les principales dispositions qui régissent l'admissibilité au programme et le calcul des prestations sont brièvement présentées ici. Le programme prévoit un revenu familial annuel mais l'admissibilité de l'unité de prestataires ou famille dépend essentiellement des activités de son chef, c'est-à-dire la personne qui, compte tenu des coutumes cries, est considérée comme subvenant aux besoins de sa famille ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend toutefois en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de prestataires.

## ADMISSIBILITÉ

Pour qu'une unité de prestataires soit admissible au programme, le nom du chef doit être inscrit sur la liste du comité local du programme. Cette liste identifie les personnes qui, selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie tel que dicté par les traditions d'exploitation et les règles de la communauté. Chaque communauté crie met sur pied un comité local qui doit produire, dans les délais prescrits, la liste des chasseurs et piégeurs cris.

Le programme exige de la part du chef qu'il consacre un minimum de 120 jours par année à pratiquer des activités traditionnelles en forêt et qu'il y passe plus de temps que dans le cadre d'un emploi rémunéré. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui correspond à une année de qualification durant laquelle aucune somme n'est versée par le programme.

Le programme prévoit deux exceptions à cette exigence. Un individu de 25 ans ou moins qui, l'année précédente, complétait avec succès un secondaire V peut s'inscrire au programme immédiatement à la fin de ses études. La seconde exception concerne les unités de prestataires à qui le programme a accordé une absence temporaire pour des fins d'éducation ou d'emploi. À la fin de l'absence temporaire, l'unité peut ainsi se réinscrire au programme sans année de qualification.

Dans le premier cas, ces changements ont été instaurés pour encourager les jeunes à compléter leur formation secondaire et dans le second cas, pour aider les piégeurs qui le désirent à obtenir une formation supplémentaire ou acquérir une expérience de travail différente.

Pour conserver l'admissibilité de leur unité de prestataires, les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer annuellement les mêmes exigences.

Cependant, certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles.

Le programme prévoit différents statuts de prestataires et pour chacun d'eux des dispositions particulières :

- Dans le cas de nouvelles demandes sans année de qualification, un maximum de 120 jours est payable lors de la première année d'inscription au programme.
- Pour les unités en absence temporaire, les banques de congés de maladie sont maintenues durant leur absence, qui autrement seraient remises à zéro après un certain nombre d'années.
- Le statut « semi-actif » pour sa part s'adresse aux prestataires aînés qui, pour différentes raisons, souhaitent réduire graduellement leurs activités d'exploitation et activités accessoires tout en demeurant inscrits au programme. Pour se prévaloir de ce statut, le chef de l'unité de prestataires doit cumuler une expérience de participation d'au moins 15 années au programme incluant les cinq dernières. De plus, le nombre total d'années d'inscription au programme additionné à son âge doit totaliser au moins 80.

De plus, lorsqu'une unité de prestataires se voit attribuer le statut semi-actif, deux options sont offertes :

- Recevoir un montant forfaitaire représentant 100 % de la valeur des jours de congé de maladie accumulés par le chef et le conjoint de l'unité de prestataires, ou
- Conserver, pour une période maximale de cinq ans, son admissibilité au programme : les exigences d'admissibilité sont alors réduites mais une limite annuelle de 119 jours payable par adulte est appliquée.

Pour profiter de la deuxième option, le chef de l'unité de prestataires doit préalablement prouver qu'il est en mesure de pratiquer des activités de chasse et de pêche ou des activités accessoires pendant au moins 20 jours dans l'année, dont 10 jours à l'extérieur de la communauté.

## CALCUL DES PRESTATIONS

La méthode de calcul des prestations est avant tout fonction du temps consacré aux activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés en forêt par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants : la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage, les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. Premièrement, un montant est alloué pour chaque journée passée dans le bois par le chef et le conjoint de l'unité dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires.

Le programme prévoit des maximums de jours rémunérés par adulte par année, soit 240, 120 ou 119 selon le statut de l'unité de prestataires. Une limite annuelle globale de 350 000 jours pour l'ensemble des prestataires est également imposée.

Une allocation supplémentaire de 30 % de l'allocation quotidienne est accordée pour chaque journée passée par les adultes d'une unité dans une région qualifiée d'« Éloignée ».

En général, il s'agit de terrains de piégeage situés au-delà d'un rayon de 50 km de la communauté ou, si accessible par la route, au-delà d'une distance de 200 km.

Cette allocation peut être accordée pour un maximum de 150 jours par adulte et couvre les jours passés dans le bois entre le 1er novembre et le 30 avril. Le nombre de jours pour lesquels l'allocation en région d'exploitation éloignée est attribuée est limité à 100 000 pour l'ensemble des prestataires et est inclus dans la limite globale de 350 000 jours.

Par ailleurs, un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations quotidiennes dans certains cas. Ce montant additionnel permet d'augmenter les prestations des familles qui sont plus nombreuses ou pour qui les prestations du programme représentent la seule source de revenus. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6 desquels doivent être déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse du gouvernement du Canada.

À moins d'être spécifiquement exclus, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations quotidiennes versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie principal des prestataires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'accroître leur revenu. Il est cependant proscrit de cumuler des prestations versées en vertu du programme avec des sommes reçues d'un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu. Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui désirent poursuivre un mode de vie traditionnel et leur permet d'assurer à leur famille un revenu suffisant tout en leur garantissant une mesure de sécurité économique compatible avec les conditions existantes de temps à autre. Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre versements effectués vers les 1er septembre, 1er janvier, 1er avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc versés aux périodes où la majorité d'entre eux est dans leur communauté respective.

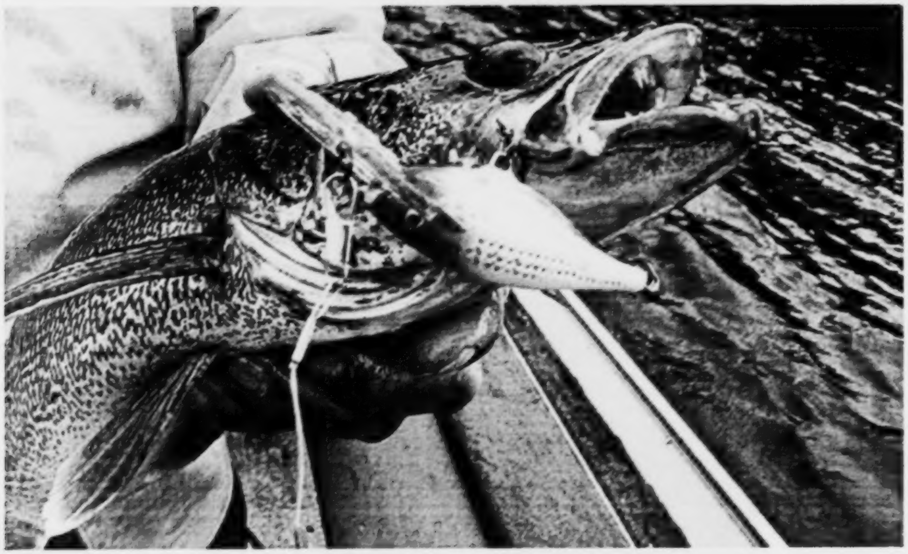
## FONDS D'ASSURANCE [illegible]

Un Fonds d'assurance financé à parts égales par les prestataires du programme et le gouvernement du Québec a été établi pour compenser financièrement les prestataires pour la perte de revenus encourue à la suite d'une incapacité à pratiquer des activités d'exploitation ou des activités accessoires en raison de maladie ou de désastre.

Chaque adulte d'une unité accumule, dans une banque individuelle, des jours de congés de maladie attribués selon le nombre de jours payables pour chaque année-programme.

En plus de sa banque individuelle, un prestataire peut avoir recours à une banque communautaire établie à un maximum annuel de 2000 jours pour l'ensemble des prestataires.

La banque communautaire peut payer au maximum 300 jours pour compenser des prestataires qui auraient encouru une perte de revenus à la suite d'un désastre comme une inondation ou un feu de forêt qui les empêcherait de pratiquer les activités d'exploitation selon leurs habitudes.



LES ACTIVITÉS
DE L'ANNÉE
2008-2009

# Les activités de l'année

## PARTICIPATION AU PROGRAMME

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie-James, bénéficiaires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois résidant au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries soit Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemaska, Oujé-Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji et Whapmagoostui.

En juin 2009, 16 251 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et bénéficiaires des avantages prévus à la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois. De ce nombre, 15 895 étaient résidents du Territoire de la Baie-James, c'est-à-dire les villages cris et les villes comme Amos, Chapais, Chibougamau, Matagami, Senneterre et Val-d'Or. Un certain nombre de familles inscrites au programme, particulièrement dans le cas des membres de la communauté de Waswanipi, demeurent à l'extérieur des villages cris.

Durant l'année 2008-2009, un total de 1 293 unités de prestataires ont bénéficié du programme (Tableau 1). La composition de ces familles était de 1 711 adultes (72 %) et de 680 enfants (28 %), pour un total de 2 391 individus. Le plus grand nombre d'unités de prestataires se situe à Chisasibi (468 unités), suivi par Waswanipi (151 unités) et Mistissini (144 unités) tandis que les communautés qui comptent le plus petit nombre d'unités sont Nemaska (28 unités) et Eastmain (37 unités). Les trois communautés avec le plus grand nombre d'unités de prestataires, Chisasibi, Waswanipi et Mistissini, regroupent ensemble [illegible] % des unités de prestataires inscrites au programme (Tableau 1).

La participation au programme varie selon l'âge du chef de l'unité. En 2008-2009, 46 % des chefs d'unités de prestataires étaient âgés de 57 ans et plus tandis que 31 % étaient âgés de 36 ans et moins (Tableau 2). Cette tendance bimodale se répète annuellement, ce qui indique que le programme attire principalement les gens qui dépendent du mode de vie traditionnel de façon constante depuis plusieurs années, ainsi qu'un groupe de jeunes adultes qui vivent de façon traditionnelle durant la période transitoire entre la fin des études et leur entrée au travail.

La répartition des groupes d'âges des prestataires du Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris explique aussi la distribution du nombre d'enfants par unité de prestataires. La majorité (78 %) des 1 293 unités de prestataires n'incluent pas d'enfants tandis que 7 % ont 1 enfant, [illegible] % ont deux enfants, 4 % trois enfants et 5 % des unités ont 4 enfants ou plus.

La participation globale au programme, déterminée par le pourcentage des résidents inscrits, a été de 16,1 % en 2008-2009 (Tableau 3), comparativement à 15,8 % en 2007-2008 et à 16,1 % en 2006-2007. En 2008-2009, la participation de la population crie au programme atteint son plus haut niveau dans les communautés de Whapmagoostui (34,5 % des résidents étant inscrits au programme), Chisasibi (23,3 %) et Oujé-Bougoumou (20,1 %), tandis que les plus faibles taux de participation sont enregistrés pour les communautés de Nemaska (6,1 %), Mistissini (7,8 %).

En terme de nombre d'unités inscrites au programme, l'année 2008-2009 démontre une hausse d'inscriptions avec 1 293 unités de prestataires, comparativement à [illegible] unités de prestataires en 2007-2008 et 1 210 unités en 2006-2007 (Figure 1).

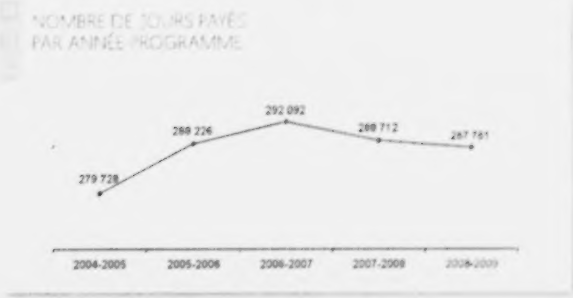
Ce nombre s'inscrit malgré tout en haut de la moyenne des quatre années précédentes (moyenne de 1 177 unités) mais bien en haut de la moyenne des 30 premières années du programme (moyenne de 1 135 unités).

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris verse une allocation journalière pour les jours passés en forêt consacrés aux activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage ou aux activités accessoires qui sont reliées au mode de vie traditionnel. Le programme prévoit un maximum de jours payables par adulte et une limite globale pour tous les prestataires de 350 000 jours-personnes par année-programme. En règle générale, la limite annuelle s'élève à 240 jours payables par adulte mais la limite n'excède pas 119 jours si le statut du prestataire est semi-actif et 120 jours pour une nouvelle demande sans année de qualification.

ou 119 selon le statut de l'unité, ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations.

Les jours identifiés comme en région éloignée sont inclus dans le nombre de jours dans le bois mais identifient les jours durant lesquels les chasseurs et piégeurs cris se sont déplacés vers les territoires considérés comme étant plus difficiles d'accès et pour lesquels une allocation supplémentaire est versée. Ces territoires correspondent généralement à des terrains de piégeage situés à plus de 300 km de la communauté s'il y a accès par la route ou dans les autres cas situés à l'extérieur d'un rayon de 50 km.

Le nombre de jours payés a atteint 287 761 en 2008-2009, soit une légère diminution comparativement à 288 712 jours en 2007-2008 (Figure 2). Ce nombre de jours payés se situe légèrement en haut de la moyenne des quatre années précédentes (moyenne de 287 190 jours payés).




En 2008-2009, les activités en forêt ont représenté 286 237 jours, soit 99,1 % des journées payables. Les autres jours rémunérés sont les congés de maternité (0,4 %) ainsi que les jours comptabilisés en cas de maladie (0,5 %). Il n'y a eu aucune journée de désastre payée en 2008-2009.

Les activités d'exploitation de la faune et les activités accessoires ne sont rémunérées que si le chasseur ne reçoit pas une autre indemnité pour la même période. En effet, lorsqu'un chasseur reçoit un salaire ou un montant pour une journée (ex. CSST, assurance emploi, etc.), l'allocation quotidienne n'est pas versée. Dans le cas où ces montants auraient été versés au chef de l'unité de prestataires, celui-ci a également pour conséquence d'éliminer le paiement de jours dans le bois pour le conjoint. De plus, les jours consacrés aux activités d'exploitation de la faune en excédant du maximum annuel de jours applicable par adulte, soit 240, 120

L'année 2008-2009 indique une légère diminution de jours en région éloignée, passant de 50 245 jours en 2007-2008 à 48 821 jours en 2008-2009 (Tableau 4).

Les statistiques individuelles révèlent que le nombre moyen de jours payables par unité de prestataires a été de 239 jours en 2008-2009, comparativement à 236 jours en 2007-2008 (Tableau 5). La plus grande moyenne du nombre de jours payables par unité s'observe dans la communauté de Waswanipi (256 jours), suivi de Mistissini (254 jours) et de Whapmagoostui (247 jours), tandis que la communauté de Waskaganish démontre le plus faible nombre de jours par unité, soit 205 jours en moyenne (Tableau 5).

Depuis 2002-2003, le programme a introduit trois nouveaux statuts de participation : semi-actif, absence temporaire et nouvelle demande sans année de qualification.

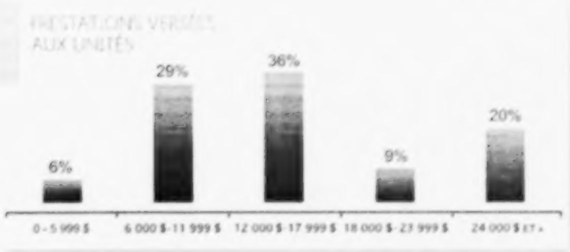
En 2008-2009, une (1) unité de prestataires s'est ajoutée aux autres qui bénéficient des avantages du statut semi-actif et une (1) unité de prestataires a opté pour la possibilité d'une absence temporaire. De plus, aucun prestataire ne s'est prévalu de l'inscription sans année de qualification à la suite de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

## PRESTATIONS ACCORDÉES

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul employés pour l'année 2008-2009 représentent une majoration de 2,3 % par rapport à 2007-2008 (Tableau 6). Le montant total des prestations versées aux chasseurs et piégeurs cris s'élevait à 19 146 444 $. De ce montant, 94 % représente les argents versés aux chasseurs et piégeurs cris pour les jours passés en forêt à pratiquer des activités d'exploitation de la faune, incluant l'allocation supplémentaire pour les jours en région éloignée. Cette disposition mise en place en 2002-2003 a d'ailleurs permis le versement d'un montant additionnel de 866 101 $ (5 % du total) aux prestataires du programme (Tableau 7).

Le montant moyen des prestations versées par unité pour toutes les communautés en 2008-2009 se situe à 15 916 $, soit une légère augmentation comparativement à 15 410 $ en 2007-2008. On observe aussi que les prestations moyennes par unité varient entre 13 307 $ pour la communauté de Nemaska jusqu'à 19 174 $, la moyenne la plus élevée, pour les unités de prestataires de la communauté de Waswanipi (Tableau 7).

La majorité (65 %) des unités de prestataires reçoit des prestations se situant entre 6 000 $ et 17 999 $ (Figure 3).




## L'IMPORTANCE DES PRESTATIONS DU PROGRAMME DE SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

La pratique des activités de chasse, pêche et piégeage entraîne des dépenses d'équipement et de transport élevées. En plus de ces coûts, les chasseurs doivent également continuer à assumer les dépenses reliées au maintien d'une résidence dans leur communauté respective. Plusieurs chasseurs cumulent donc des revenus d'activités traditionnelles, comme ceux obtenus par le Programme, avec des emplois saisonniers afin de s'assurer un revenu annuel suffisant. En 2008-2009, les prestations du programme (19 146 444 $) ont totalisé 70 % de l'ensemble des revenus des chasseurs inscrits au programme et la balance, soit 8 289 631 $, provenait des revenus reliés principalement à l'emploi.

## FONDS D'ASSURANCE

Depuis l'instauration en 2002-2003 des dispositions concernant la création d'un Fonds d'assurance, la perte de revenus encourue à la suite d'une incapacité à poursuivre les activités d'exploitation ou des activités accessoires en raison de maladie ou de blessure peut être en partie compensée. En 2008-2009, le Fonds d'assurance a compensé 171 jours de maladie mais aucun jour de blessure.

## CONCLUSION

Si les statistiques tendent à démontrer que la participation au programme demeure stable au fil des années, une analyse un peu plus approfondie révèle une autre facette. En effet, en tenant compte de l'augmentation constante de la population crie, la stabilité du nombre d'unités de prestataires inscrites au programme démontre plutôt une diminution graduelle du pourcentage de la population crie touchée par le programme. Afin que le mode de vie traditionnel continue de représenter une option viable et attrayante pour les Cris de la Baie James, il est essentiel de moderniser le programme pour répondre aux nouvelles réalités des trappeurs et cette tendance justifie d'autant plus le processus de révision du programme amorcé en cette année.

# Message from the Board

**The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board are pleased to present the annual report of activities for the year 2008-2009.**

In this document, you will find a description of the Board, of the Program, as well as statistics regarding participation and amounts paid. This report ends with the financial statements for the fiscal year that ended on June 30, 2009.

Program-year 2008-2009 was highlighted by a consultation tour of the 9 Cree communities in order to gather comments and suggestions to improve the Program.

# Message from the Director-general

**Program-year 2008-2009 marks the onset of a new wave of changes for the Cree Hunters and Trappers Income Security Board.**

This year, the members of the Board and the staff performed a series of consultations in each of the Cree communities in order to gather comments and suggestions on ways to improve the Program. However, a program of this magnitude is not easily modified and it will take several years before changes can be implemented into daily operations. In the meantime, several administrative changes have been implemented, including monthly payments for beneficiaries who wish to receive their benefits on a more regular schedule.

The members and staff of the Board wish to modernize the Cree Hunters and Trappers Income Security Program so it is better adapted to current conditions. The consultation tour was the most important initiative taken for this purpose, but two other activities were also conducted during this program-year. First, a study on the perception and satisfaction of the Program was carried out by an independent anthropologist. Second, we have completed an analysis to establish the evolution of participation to the Program during the last 30 years. All these studies will provide a foundation for the reflection and development of changes and modifications that will be considered in the future.

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program was created in 1976, and every good program must be updated and modernized periodically. The members and staff of the Board are devoted to the cause and the satisfaction of the users of this important Program for the Cree of Eeyou Istchee.

**Jean-Guy Dugré**
**Guy Girouard**
**Gérald Lemoyne**

**Philip Awashish**
**Willie Iserhoff**
**George Wapachee**

This new option enables the Program to better meet the reality of [illegible]. As far as human resources are concerned, the Board lost, during Program-year 2008-2009, one of its local administrators, [illegible], after [illegible] 30 years of service. On a more positive note, the Board welcomed two new employees: [illegible] as Local Administrator in Whapmagoostui and [illegible] as Graphic Designer/Webmaster in Québec. Our website available at [illegible] is now in place and we are proud to offer information about our Program on the World Wide Web. Among other things, you will find on our website all the Annual Reports produced since the beginning of the Board as well as all issues of the magazine The Cree Hunter and Trapper.

Modernizing our operations is an requirement more than an objective. This Annual Report should be proof of this with a new section on sustainable development, a commitment from the Board on the importance of properly managing all our resources be they natural, human or financial.

**Serge Larivière, Ph.D., MBA**
**Directeur général**

THE BOARD

# The Board

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board was established after the signing of the James Bay and Northern Québec Agreement in November 1975. Following the signing of the Agreement, provisions governing the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in Section 30 of the said convention as amended by Complementary Agreement No. 15 and the Act respecting the Cree Hunters and Trappers Income Security Board (R.S.Q., c. O-2.1).

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is administered by the Board, a bipartisan organization composed of six members. The gouvernement du Québec and the Cree Regional Authority each appoint three members and are free to establish the length of the appointees' term of office for each appointee. The aforementioned parties take turns appointing the chairman and vice chairman of the Board. The Board reports annually on its activities to the gouvernement du Québec and to the Cree Regional Authority.

**Meeting of the members 2008-2009**

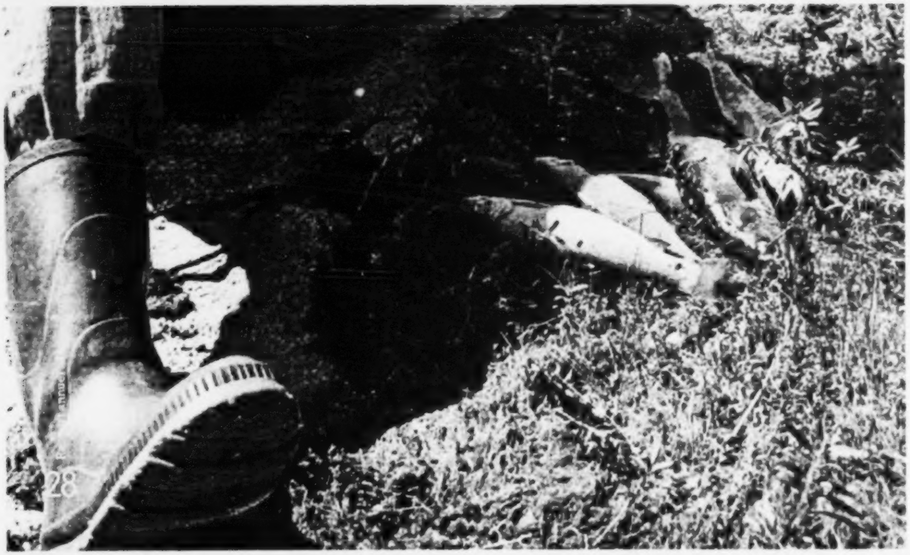
| | |
|---|---|
| Mistissini | **September 2-3-4, 2008** |
| Montréal | **December 3-4, 2008** |
| Lebel-sur-Quévillon | **March 11, 2009** |
| Montréal | **June 9, 2009** |

The Board has eighteen (18) employees including full-time, part-time and occasional staff of whom eleven (11) are stationed in the various Cree communities and seven of whom work at the Québec City head office. The staff does not belong to Québec's public service, and the Board sets staff requirements, remuneration standards and scales as well as the other conditions of employment for its personnel. The management position, the first level after that of the members, is the position of Director general, with a salary equivalent to that of a senior manager in the civil service.

The members of the Board meet periodically to evaluate and follow up on activities of the Program. In 2008-2009, the members held four regular meetings.

The sums required to pay benefits to Cree hunters and trappers and to cover the Board's administrative operations come from the amounts voted annually by the National Assembly for this purpose. The fiscal year begins on July 1 and the audited financial statements for 2008-2009 indicate that expenses for the year which ended on June 30, 2009, totalled $21 [illegible] 984. Of that amount, close to 90% represents benefits paid to Cree hunters and trappers, while the remaining $2 043 493 covers the operating expenses of the head office and the nine local offices located in the Cree villages.

THE PROGRAM





# The Program

The main objectives of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program are to encourage and preserve the traditional way of life of the Crees by providing Cree hunters and trappers with an income guarantee, benefits and other incentives. The Program originated with the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) signed on November 11, 1975 and was officially set up in 1976.

The Program is intended for the Crees who reside in Québec and practice wildlife harvesting activities as a way of life. Harvesting activities refer to hunting, fishing and trapping and related activities such as equipment manufacture or repair, trapline preparation and upkeep, processing, transportation and sale of the proceeds of these activities, production of handicrafts, wildlife management, travel, etc.

Program goals have remained unchanged since its inception and, from the outset, the Board has sought to achieve and maintain these objectives despite the many changes that have occurred in the social, economic and wildlife environment of Cree hunters and trappers. An initial review of the Program in 1988 resulted in Complementary Agreement No. 8, introducing, among other things, local committees of Cree hunters and trappers, and the payment of maternity benefits. A second review, much more extensive, led, in 2002, to the signing of Complementary Agreement No. 15, which made considerable changes to the Program that came into force at the start of the 2002-2003 Program-year. However, the original concept, i.e. a program that pays an "annual" income to "families" of trappers, remains the same.

The main provisions governing Program eligibility and benefit calculation are briefly summarized here. The Program provides for an annual family income, but the eligibility of a beneficiary unit or family basically depends on the activities of its head, i.e. the Cree beneficiary who, in keeping with Cree customs, is considered to be the family provider or who is a person at least 18 years of age living alone. However, benefits are calculated by taking the activities of each member of the beneficiary unit into consideration.

## ELIGIBILITY

For a beneficiary unit to be eligible for the Program, the name of the head must appear on the list of the Local Committee. This list identifies the persons who, according to community custom, practice harvesting and related activities as a way of life in accordance with harvesting traditions and the rules of the community. All Cree communities set up a Local Committee and prepared the list of hunters and trappers within the prescribed time frame.

Under the Program, the head of a beneficiary unit must devote at least 120 days a year to traditional activities in the bush, more time than they spend working at a job and receiving a salary. This requirement must be met the year preceding the application for enrolment, which corresponds to a qualifying year during which no benefits are paid by the Program.

The Program currently provides for two exceptions to this requirement. A person who is 24 years of age or younger and who, the previous year, successfully completed at least Secondary V is now eligible for the Program immediately after completing his studies. The second exception concerns beneficiary units that choose to temporarily leave the Program for studies or temporary employment. At the end of this temporary absence, the unit may re-enrol in the Program without having to complete a qualifying year.

In the first case, these changes were implemented to allow young people to complete their secondary studies and, in the second, to help trappers wishing to pursue their studies or obtain a different work experience.

Thereafter, heads of families must meet these same requirements every year to maintain the eligibility of their beneficiary unit. However, some exceptions may be made under unusual circumstances.

The Program has different categories of beneficiaries, defining specific provisions for each:

- For new applicants without a qualifying year, a maximum of 120 days is payable the first year they are enrolled in the Program.
- For units who choose to leave the Program temporarily, the bank of sick days accumulated prior to the Temporary Leave is maintained.

- "Semi-active" status is intended for elder beneficiaries who for various reasons, want to gradually cut back on their harvesting and related activities while remaining enrolled in the Program. To avail themselves of this status, heads of beneficiary units must have a participation experience of at least 15 years in the Program including the last 5 years. In addition, the aggregate of the total number of years in the Program and their age must be at least 80.

Furthermore, when a beneficiary unit is attributed semi-active status, it can choose from two options:

- Receive a lump-sum amount representing 100% of the value of the sick days accumulated by the head and the consort of the beneficiary unit or
- Retain, for a maximum period of 5 years, eligibility to the Program. The eligibility requirements are reduced but an annual maximum of 119 days payable per adult is applied.

To take advantage of the second option, the head of the beneficiary unit must first prove that he is able to practice hunting or fishing activities or related activities at least 20 days in the year, 10 of which are spent outside the community.

## BENEFIT CALCULATION

Benefits are primarily calculated on the basis of the time devoted to harvesting activities. Indeed, most of the money paid depends on the number of days that adult members of the unit spend in the bush. As a result, families of the same size may have different incomes.

To establish each unit's annual benefits, the Board takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping, the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is determined for each day spent in the bush by the head and the consort of the beneficiary unit. The Program provides for a maximum of 240, 120 or 119 days payable per adult depending on the beneficiary unit's status. An annual overall maximum of 250,000 days for all beneficiaries also applies.

An additional allowance of 40% of the daily allowance is paid for each day that the adults of a unit spend in an area that is considered "far".

Generally, this refers to traplines located outside a 50-km radius of the community or, if accessible by road, beyond a distance of 200 km. This allowance may be granted for a maximum of 180 days for the days spent in the bush between November 1 and April 30. The number of days for which the allowance for far region is paid is limited to 100,000 and is included in the overall limit of 350,000 days.

An additional amount, known as the guaranteed basic amount, determined on the basis of the size and income of the unit may be added to the daily allowance in some cases. This additional amount is used to increase the benefits of bigger families or in cases where Program benefits represent the only source of income.

The rates used are given in Table 6, which amounts must be reduced by 40% of the unit's net income and 100% of old age security benefits of the Government of Canada. Unless specifically exempted, all amounts received by the members of the unit as income or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income. Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the main way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis to supplement their income. However, Program benefits may not be received in addition to benefits under another federal or provincial income security program. The Program is intended specifically for people who wish to pursue a traditional way of life by providing them with sufficient income to support their families and to guarantee them a measure of economic security that is compatible with conditions prevailing from time to time.

Benefits are calculated on an annual basis and are paid in four installments on or around September 1, January 1, April 1 and June 30. This payment schedule corresponds, as far as possible, to that of the hunters and trappers, reflecting the periods when most of them are in their respective communities.

## INSURANCE FUND COMPENSATION IN CASE OF ILLNESS OR DISASTER

Program beneficiaries and the Gouvernement du Québec contribute equally to an Insurance Fund set up to financially compensate beneficiaries for the loss of income resulting from an inability to practice harvesting or related activities due to illness or disaster. Each adult of a unit accumulates, in an individual bank, sick days attributed according to the number of days payable for each Program-year.

In addition to the individual bank, a beneficiary may resort to a communal bank established at an annual maximum of 2,000 days for all beneficiaries.

The communal bank also sets aside 500 days to compensate beneficiaries for a loss of income resulting from a disaster, such as flooding or a forest fire that prevents them from practicing their harvesting activities according to their habits.

ACTIVITIES
FOR THE YEAR
2008.2009

# Activities for the Year

## PROGRAM PARTICIPATION

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is intended exclusively for the James Bay Crees who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement, reside in Québec and are members of one of the nine Cree communities of Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemaska, Oujé-Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji and Whapmagoostui.

In June 2009, 16,251 persons were enrolled as members of one of these communities and were entitled to the benefits outlined in the James Bay and Northern Québec Agreement. Of that number, 15,855 were residents of the James Bay Territory, which includes not only the Cree villages but also such towns as Amos, Chapais, Chibougamau, Senneterre and Val-d'Or. A certain number of families enrolled in the Program, particularly members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages.

During the Program-year 2008-2009, 1,203 beneficiary units were enrolled on the Program (Table 1). The composition of these families reached 1,711 adults (72%) and 680 children (28%), for a total of 2,391 persons. The greatest number of beneficiary units occurred in Chisasibi (408 units), followed by Waswanipi (151 units) and Mistissini (144 units each) whereas the smallest number of beneficiary units are found in Nemaska (28 units) and in Eastmain (38 units). Together, the three communities with the greatest number of beneficiary units, Chisasibi, Waswanipi and Mistissini make up 63% of beneficiary units enrolled on the Program (Table 1).

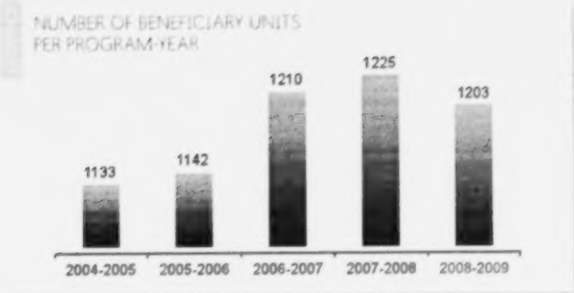
Participation to the Program varies according to the age of the head of the unit. In 2008-2009, 46% of the heads of beneficiary units were 57 years old or over, whereas 31% were aged 36 years or less (Table 2). This bimodal trend repeats itself annually and suggests that the Program attracts mainly two major groups of participants: those who have consistently relied on the traditional lifestyle for numerous years, and a second group of young adults that experience the traditional lifestyle for a transitory period between their school education and their entry into the work force.

The distribution of age groups within the Cree Hunters and Trappers Income Security Program also explains the number of children per beneficiary unit. The majority (78%) of 1,203 beneficiary units do not include children, whereas 7% include 1 child, 6% include two children, 4% include three children and 5% of the units include 4 children or more.

Global participation to the Program, determined by the percentage of residents enrolled, was 15.1% in 2008-2009 (Table 3) compared to 15.8% in 2007-2008 and 16.1% in 2006-2007. Participation in 2008-2009 was greatest in the community of Whapmagoostui (34.5% of residents enrolled on the Program), in Chisasibi (23.2%) and in Oujé-Bougoumou (20.1%), whereas the lowest participation rates were observed in Nemaska (6.1%) and Mistissini (7.8%).

In terms of number of beneficiary units, Program-year 2008-2009 revealed a decrease with 1,203 beneficiary units compared to 1,225 in 2007-2008 and 1,210 units in 2006-2007 (Figure 1).

This number remains over the average of the four previous years (average of 1,172 units) and also over the average of the last thirty years of the Program (average of 1,149 units).

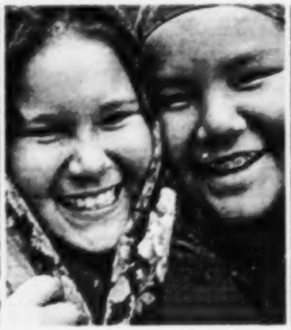



The Cree Hunters and Trappers Income Security Program grants a daily allowance for days spent in the bush while pursuing traditional activities of hunting, fishing or trapping or related activities.

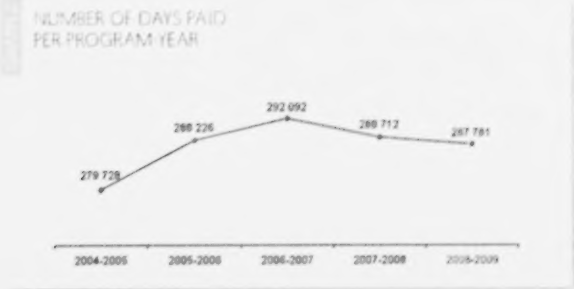
The Program allows a maximum number of days payable for each adult and a global limit of 350,000 person-days for each Program-year for all beneficiaries. For each adult, the maximum number of days payable is 240 days per adult but this limit may not exceed 110 days if the beneficiary is enrolled under the consecutive status or may not exceed a 120 days for a new demand without a qualifying year.

Moreover, the days spent on wildlife harvesting activities above and beyond the annual maximum application per adult i.e. 240, 120 or 110 depending on the status of the unit, are not taken into consideration in the benefit calculation.

The days identified as spent in "far regions" are included in the number of days in the bush but identify the days Cree hunters and trappers travelled to the territories deemed more difficult to access and for which an additional allowance is paid. These territories generally correspond to traplines located more than 300 km from the community where there is highway access or, in other cases, located outside a 80-km radius from the community.



The number of days paid has reached 287,781 days in 2008-2009, a slight decrease compared to 288,712 day in 2007-2008 (Figure 2). The number of days paid is slightly over the average of the four previous years (average of 287,190 days paid).




In 2008-2009, 286 232 days were spent conducting harvesting and related activities in the bush and this represents 99.4% of all days payable. Other paid days are mainly for maternity leave (0.4%) as well as days for sick leave (0.2%). No days were compensated for disaster in 2008-2009.

Wildlife harvesting and related activities are paid only when they occur in the bush and only if the hunter receives no other compensation for the same period. When a hunter receives wages or an account for a given day (e.g. workers' compensation, employment insurance, etc.), the daily allowance is not paid. Should these amounts be paid to the head of the beneficiary unit, this rule also eliminates payment of days in the bush for the consort.

Program-year 2008-2009 shows a slight decrease in days spent in far regions from 50,245 days in 2007-2008 to 48,513 in 2008-2009 (Table 4).

Individual statistics reveal that the average number of days payable per beneficiary unit was 239 days in 2008-2009, compared to 236 days payable per unit in 2007-2008 (Table 5). The highest average of days payable per beneficiary unit was observed in the community of Waswanipi (266 days) followed by Mistissini (251 days) and Whapmagoostui (247 days), whereas the community of Waskaganish has the lowest average with 226 days payable per beneficiary unit (Table 5).

Since 2002-2003, the Program has introduced three new participant categories: semi-active, temporary leave and new demand without a qualifying year. In 2008-2009, one beneficiary unit was added to the number of semi-active units and one beneficiary unit requested a temporary leave. Moreover, no beneficiary requested to be admitted on the Program without the qualification year after completing secondary education.

## BENEFITS PAID

Program benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. The calculation parameters used for 2008-2009 represents an increase of 2.3% when compared to the previous year (Table 6). In 2008-2009, benefits paid to Cree hunters and trappers totalled $19,140,444. Of this amount, 94% represents sums paid to beneficiaries of the Program for days spent in the bush, including the additional allowance for days spent in far regions. This disposition, established since 2002-2003, enabled the payment of an additional $866,101 (5% of the total) to the beneficiaries of the Program (Table 7).

## THE IMPORTANCE OF BENEFITS FROM THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM

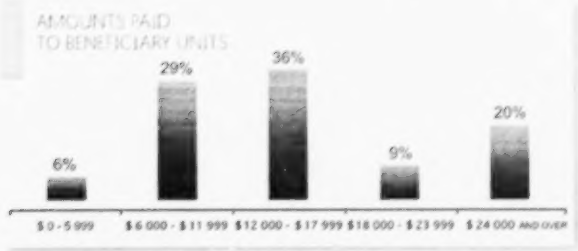
Hunting, fishing and trapping activities entail relatively high equipment and transportation costs. In addition to these expenses, hunters must also continue to pay for maintaining a home in the community. Many hunters combine traditional activities and subsequent benefits paid by the Program with seasonal employment in order to earn sufficient income. In 2008-2009, Program benefits ($19,140,444) represented 70% of the total income of beneficiaries enrolled on the Program. The remaining $8,289,631 came primarily from employment.

## INSURANCE FUND

Since the implementation, in 2002-2003, of the provisions regarding the creation of an Insurance Fund, revenue losses occurring because of an inability to carry out the harvesting activities due to illness or disaster may be partially compensated. In 2008-2009, the Fund compensated 471 sick leave days while no event constituting a disaster occurred during the Program year.

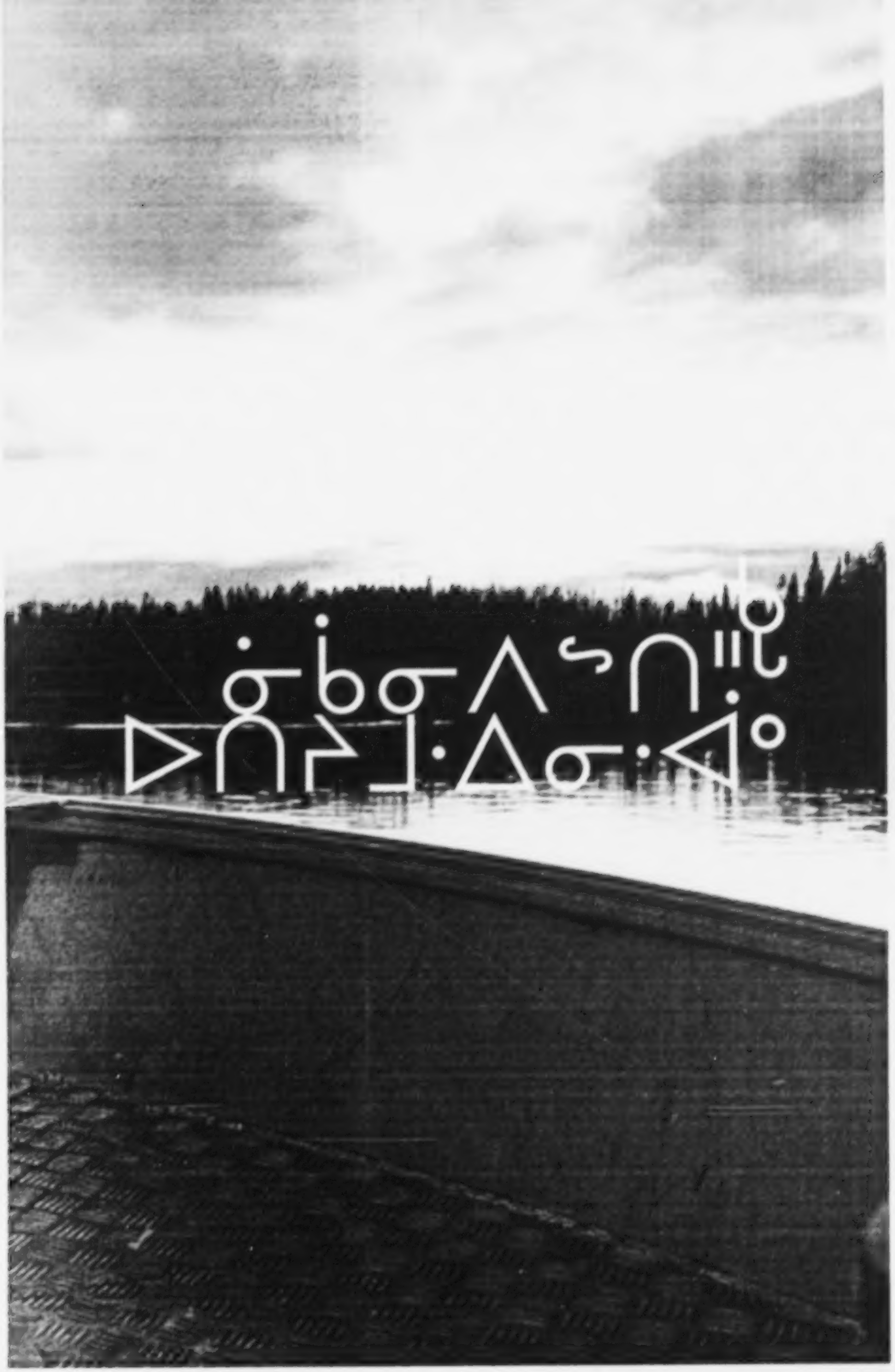
The average amount paid per beneficiary unit for all Cree communities in 2008-2009 was $15,916, slightly higher than the average amount paid in 2007-2008 of $15,410. The average of benefits paid per beneficiary unit ranges from $13,307 for the community of Nemaska to $19,124 for the beneficiary units of Waswanipi (Table 7).

The majority (65%) of beneficiary units receive annual benefits ranging from $6,000 to $17,999 (Figure 2).




## CONCLUSION

If the statistics seem to demonstrate that the number of beneficiaries remains fairly stable from year to year, a more in-depth analysis reveals another pattern. Indeed, if we account for the ever growing Cree population, the stability of the number of families on the Program actually indicates a decrease in the percentage of Cree people enrolled on the Program. Therefore, in order to maintain harvesting and related activities as a viable way of life for Cree people of all ages, it is essential to modernize the Program to better match changing conditions for Cree hunters and trappers. This further supports the need for the revision process that we initiated during this Program year.




# ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᐅᑎᔨᒧᐧᐃᓂᐧᐋᐤ

**[illegible]**

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Jean-Guy Dugré
Guy Girouard
Gérald Lemoyne

Philip Awashish
Willie Iserhoff
George Wapachee

# ᐅᒥᒫᓐ ᑳ ᐱᒥᐱᔫᐦᑖᑦ ᐅᑎᔑᒨᐎᓐ

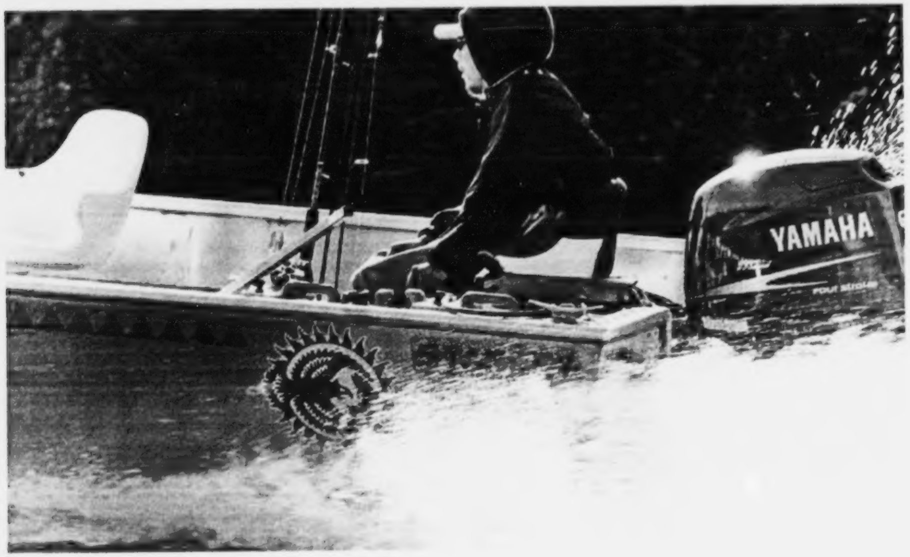
**ᐄ ᐸᔦᐤ ᐱᐳᓐᐦ ᐊ ᐱᒥᐱᔮᔨᓂᐧᐦ ᐊ ᓈᓇᑭᒥᐦᐊᑭᓂᐎᑦ ᓂᔫᐦᐁ ᓅᔮᐤ 2008-2009. ᐊᑯᑦ ᑳ ᒥᐦᒋᐱᔮᔨᐧᐦ ᐊ ᐊᑎ ᐅᐦᒋᔨᐧᐦ ᒫᒃᐤ ᐅᑎᐦ ᐊ ᐄᔑ ᐱᒥᐱᔮᔨᐧᐦ.**

[illegible]

[illegible]

[illegible]

ᔅᑌᓐ ᓛᓈᐄᔦᑦ, PhD, MBA
ᐅᒥᒫᓐ ᑳ ᐱᒥᐱᔫᐦᑖᑦ ᐊᐱᑎᓰᐎᓃᐤ



ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ

# ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ

ᐊᓐ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᒋᔑᐦᒡ ᐊ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᐧᑭᓂᐎᐣ ᐊᐧᑯᐣ ᑳ ᐅᐦᒋ ᒥᐦᒋᐱᔨᐧ ᓈᓈᐦ ᑳ ᒥᓯᓂᐦᑖᓱᓈᓂᐎᐣ ᒉᐎᒥᐢ ᐯᐎ ᑭᔭ ᒋᐊᐧᑎᓐ ᒍᐯᓐ ᓂᐦᑯᒍᐎᓐ ᐊᓐ ᑭᐢᑭᑎᓂᐱᔨᐤ 1975 ᑳ ᐃᐢᐱᔨᐧ. ᐊᓐ ᒫᓐ ᓂᐦᑯᒍᐎᓐ ᑳ ᒥᓯᓂᐦᑖᓱᓈᓂᐎᐣ ᐊᐧᑯᐣ ᐊ ᐎᔭᓈᑖᐤ ᐅᑖᐱᑎᓯᐎᓂᐊᐧᓐ ᐊᐧᓂᒋ ᑳ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᐧᐤ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᒋᔑᐦᒡ ᐊᐧᑯᐣ ᐊᐧᓂᐣ ᐊ ᐎᔭᓈᑖᔨᐧ ᐱᒋᐦᑭᑎᓱᓂᐦᐃᑭᐦ 30 ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᒉᐎᒥᐢ ᐯᐎ ᑭᔭ ᒋᐊᐧᑎᓐ ᒍᐯᓐ ᓂᐦᑯᒍᐎᓐ ᑭᔭ ᐊᐧᑯᐣ ᐊ ᐎᔭᓈᑖᔨᐧ ᐊᐧᓂᐣ ᑳ ᐊᐧᓂᐦᒋᔭᓈᑖᐤ ᓂᐦᑯᒍᐎᓐ 15 ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᐃᔨᔨᐊᐧᐃᐧᓐ ᒫ ᐃᔑ ᑮᓈᐊᐧᐱᐦᒉᑭᓂᐎᐣ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᒋᔑᐦᒡ ᐊ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᒉᑭᓂᐎᐣ ᑳ ᐃᔑᓂᐦᑳᑖᐤ (R.S.Q. c. D-2-1).

ᐊᓐ ᒫᓐ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᒋᔑᐦᒡ ᐊ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᐧᑭᓂᐎᐣ ᐊᐧᐅᑯᓂᐤ ᐸᒥᐱᔨᐦᑖᐤ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᑭᔭ ᓂᔨᔫᐦ ᐅᐦᒋᐅᐤ ᐊᐊᐧᓂᒋ ᐊ ᐊᐦᑎᐱᔨᐤ ᒍᑳᐦᐤ ᒫᓐ ᐃᑎᔨᐤ ᐊᐧᓂᒋ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ. ᐊᓐ ᒍᐯᓐ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐ ᑭᔭ ᐃᔨᔫᐦ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐ. ᑖᐱᐦᒍᐤ ᓂᔅᑐ ᐅᔮᔨᒫᑐᐤ ᐊᐊᐧᔨᐤ ᒫ ᐊᐦᑎᐱᔨᐤ ᐊᐧᓂᐣ ᐊᐧᓂᔭ ᐊ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᑭᔭ ᐃᐧᐊᐧᐤ ᐊᐧᓂᒋ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐᐅᐤ ᐅᔮᔨᐦᑎᒍᐤ ᑖᐤ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᐃᑖᐱᑎᓯᔨᐤ ᐊᐧᓂᔭᐤ ᐊᐊᐧᔨᐤ ᑳ ᐅᔮᔨᒫᐤ. ᐅᒋ ᒫᓐ ᓂᔨᔫ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐᐅᐤ ᒫᒥᐦᒍᐤ ᐅᔮᔨᒫᑐᐤ ᐊᐊᐧᔨᐤ ᒫ ᐅᒋᒫᐅᔨᐤ ᑭᔭ ᒫ ᐅᐦᒋ ᑖᐦᒋᐦᑭᐊᐧᔨᐤ ᐊᐧᓂᔭᐤ ᐅᒋᒫᐤ ᐅᐦᒋ ᐅᔭ ᐊ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᒥᔨᐤ, ᐊᐧᔑᒍ ᐱᔫᐤ ᒫᓐ ᐅᔑᐦᑖᐤ ᐅᒋ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᑎᐸᒋᒧᓯᓂᐦᐃᑭᓂᔨᐤ ᐊ ᒥᔭ ᐊᐧᓂᔭᐤ ᒍᐯᓐ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐᐦ ᑭᔭ ᐃᔨᔫᐦ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐᐦ ᒫ ᒋ ᐊᐱᐦᑎᒥᔨᐤ ᐊᐧᓂᔭ ᑳ ᐊᑎ ᐃᐢᐱᔨᐤ ᐊ ᐃᔑ ᐱᒥᐱᔨᐦᑖᐤ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᒋᔑᐦᒡ ᐊ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᐧᐤ. ᐊᐧᑯᐣ ᒫᓯᓈᔨᐤ ᒫᐦᒋᐤ ᐅᔭ ᒥᓯᓂᐦᐃᑭᓂᔨᐤ ᐊᐧᓂᒋ ᑳ ᐊᐦᑎᐱᔨᐤ ᑭᔭ ᐊᐧᓂᒋ ᐅᒋᒫᐤ ᐅᔭ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᐅᑖ ᓂᐦᑐᒥᑎᓂᐤ ᑎᐦᑐ ᐱᔫᐤ ᐃᔑ ᐸᒥ ᐅᑖᐦᒡ.

ᒫᑲᐤ ᒫᓐ ᓂᔅᑕᓈᐅᓯᔫ (18) ᐃᑎᔑᔨᐤ ᐅᑖᐱᑎᐦᐊᐧᑭᓂᐊᐧᐤ ᐅᒋ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᐊ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᐧᑭᓂᐎᔨᐤ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᒋᔑᐦᒡ. ᐱᐦᒡ ᐊᐧᓂᒋ ᑳᒋᐤ ᐊᐱᑎᓯᐅᐤ ᑭᔭ ᐱᐦᒡ ᓂᔕᓂᑯᐤ ᐊᐱᑎᓯᐅᐤ ᑭᔭ ᓂᐦᑖᐤ (11) ᐃᑎᓂᐃᐧᓐ ᐊᐧᓂᑖ ᔭᐱᑎᓯᔨᐤ ᐃᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐃᐧᓂᐦᒡ ᑭᔭ ᒍᑖᐦᒡ ᔭᐱᑎᓯᔨᐤ ᐊᐧᓂᑖ ᐅᒋᒫᐤ ᒥᓯᓂᐦᐃᑲᓀᑭᒥᑯᐦᒡ ᐊᐧᓂᑖ ᒍᐯᓐ ᔨᑎ. ᐊᐧᓂᒋ ᒫᓐ ᐊᐱᑎᓯᔨᐤ ᓂᔥᑐ ᐃᔑᓈᑯᓂᔫ ᐊ ᐊᐧᔮᐱᐦᑭᐊᐧᐤ ᐊᐧᓂᔭᐤ ᒍᐯᓐ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐᐦ. ᐊᐧᓂᒋ ᐃᐧᐊᐧᐤ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᐅᔮᔨᒫᑐᐤ ᑖᐤ ᒫ ᐃᔑ ᓂᑐᐊᐧᔨᐦᒉᑯᓯᔨᐤ ᐊᐱᑎᓯᔨᐤ ᒫ ᐃᔑ ᑭᐢᑭᐦᐅᔨᐤ ᐅᑖᐱᑎᓯᐎᓂᔨᐤ ᑭᔭ ᐊᐧᓂᔭ ᒫ ᐃᐦᐱᔑ ᐅᑎᔨᔨᐤ ᐊᐱᑎᓯᔫ ᑭᔭ ᑖᐤ ᒫ ᐃᐦᐱᔑ ᐃᐢᑯᐱᔨᐤ ᐊᐧᓂᔭ ᐊ ᐅᑎᔨᐤ ᐊᐱᑎᓯᔫ ᑭᔭ ᐊᐧᓂᔭ ᒫ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᐤ ᐅᑖᐱᑎᓯᐎᓂᔨᐤ. ᐊᓐ ᒫᑯᐣ ᐊ ᓃᑳᓈᔨᐦᑖᑯᓯᑦ ᐊᐱᑎᓯᔫ ᐊᐧᐅᐦ ᒥᓯᓂᐦᐃᑲᓀᑭᒥᑯᐤ ᑳ ᐱᒥᐱᔨᐦᑖᐤ ᑭᔭ ᐊᐧᐅᐦ ᓂᐦᐊᐧ ᐊ ᐃᐦᐱᔑ ᐅᑎᔨᑦ ᒧᔭᐤ ᐊᓐ ᐊᐱᑎᓯᔫ ᐅᒥᒫᐤ ᐊᐧᓂᑖ ᒍᐯᓐ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓈᐦ ᐊ ᐊᐱᑎᓯᔨᑦ ᐊᐊᐧᐤ.

ᐊᐧᓂᒋ ᒫᓐ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᐊᓐᑯ ᓂᐦᑐᔨᐅᔫ ᐊ ᐊᐊᐧᐱᐦᑎᒧᐤ ᐊ ᐃᔅᐱᔨᔨᐤ ᐅᔨᐤ ᐊ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᐧᑭᓂᐎᔨᐤ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᒋᔑᐦᒡ ᑭᔭ ᐊᐧᓂᔭ ᐊ ᐊᑎ ᐃᐢᑎᔨᐤ ᐊᐧᓂᐣ ᐅᑖᐱᑎᓯᐎᓂᐊᐧᐤ. ᓂᔨᔫ ᑎᐦᑖᐤ ᒋ ᓂᐦᑐᔨᐅᔫ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ ᐅᔨᐤ 2008-2009 ᑳ ᐱᔫᓂᔨᐤ.

ᑳ ᒫᒋᐦᑖᐤ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔅᑎᐦᒡ 2008-2009

| | |
|---|---|
| ᒥᔅᑎᓯᓂ | ᒥᔨᓈᑯᔅᑯᐱᔨᐤ 2-3-4, 2008 |
| ᐧᐋᔅᑳᑲᓂᔥ | ᒥᔑᑐᐦᐅᔅᑯᐱᔨᐤ 3-4, 2008 |
| ᐧᐋᐸᒫᑯᔅᑑᐃ | ᒥᒋᐱᔨᐤ 11, 2009 |
| ᐧᐋᔅᑳᑲᓂᔥ | ᒍᐦᑯᐊᐦᑯᐱᔨᐤ 9, 2009 |

ᐊᓐ ᒫᓐ ᒋᔑᐤ ᐊ ᑎᐱᐦᐊᐧᒧᐊᐧᑭᓂᐎᐣ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᐃᔨᔨᐅᐤ ᑭᔭ ᐊᓐ ᒫ ᒋ ᑎᐱᐦᐃᑭᓂᐎᐣ ᐊ ᐃᔑ ᐱᒥᐱᔨᐦᒉᑭᓂᐎᓐ ᒥᓯᓂᐦᐃᑲᓀᑭᒥᑯᐦ ᐊᐧᐅᐤ ᐊ ᐅᔮᔨᐦᑎᒻ ᒍᐯᓐ ᑎᐸᔨᐦᒋᒫᑲᓐ ᑳ ᐃᐢᑎᑎᐱᔨᐤ. ᐊᐧᔑᒍ ᐱᔫᐤ ᐅᔮᔨᐦᑎᒧ ᐅᔨ ᒫ ᐃᐢᑎᑎᐱᔨᐤ ᒋᔑᐤ. ᐊᓐ ᒋᔑᐤ ᐊ ᑮᓈᐊᐧᐱᒫᑭᓂᐎᐣ ᐸᔨᐤ ᐱᔫᐤ ᐊᐧᑯᐣ ᐊᐧᓂᒥ ᒥᒥᐱᔨᐤ ᐱᐦᒍᐱᔨᐤ 1. ᐅᐦᐃ ᒫᓐ ᒥᓯᓂᐦᐃᑲᓐ ᐊ ᐃᔑᓈᐧᒡ ᑳ ᐃᐢᐱᔨᐤ ᒋᔑᐤ ᐸᔨᐊᐧᐅᐤ ᐅ 2008-2009 ᑳ ᐃᐢᐱᔨᐤ ᐊᐧᑯᐣ ᑳ ᐊᑎ ᐃᐦᑳᐱᔨᐤ ᒍᓂᐊᐧᔅᑯᐱᔨᐤ 30 2009. ᐊᐧᐅᐤ ᒫᓐ ᑳ ᐃᐢᑎᑎᐤ $21 211 984 ᒫᒍ ᐊᓐ ᒋᔑᐤ ᐸᔨᐤ ᐱᔫᐤ. ᐅ ᒫᓐ ᑳ ᐃᐢᑎᑎᐤ ᒋᔑᐤ ᒫᓈ 98% ᐊᓐ ᐊ ᒋ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐊᐧᒧᐊᐧᑭᓂᐎᐣ ᓂᔮᐦᑲᐧ ᐃᔨᔨᐅᐤ. ᐊᓐ ᒫᓐ ᑳ ᐃᐢᑯᐱᔨᐤ $2 011 493 ᐊᐧᐅᐤ ᐊᓐ ᑳ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐃᑭᓂᐎᐣ ᐊ ᐱᒥᐱᔨᐦᒉᑭᓂᐎᐣ ᐅᒋᒫᐤ ᒥᓯᓂᐦᐃᑲᓀᑭᒥᑯᐤ ᑭᔭ ᐊᐧᓂᐦᐃ ᒥᓯᓂᐦᐃᑲᓀᑭᒥᑯᐦ ᐊᐧᓂᑖ ᐊ ᐊᑎ ᐃᐢᑎᓂᐤ ᐸᔨᓂᐦᑖᐤ ᐃᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐃᐧᓐ.

ᐱᒥᐱᔨᐦᐋᑭᓂᐎᑦ ᓂᑑᐦᐆᓰᔮᓐ

# ᐋ ᐱᒥᐱᔨᐦᐋᑭᓂᐎᑦ ᓂᑑᐦᐆᓰᔮᓐ

[illegible]

[illegible]

## ᒫ ᒌ ᐋᐱᒥᐦᐋᑭᓂᐎᑦ ᓂᑑᐦᐆᓰᔮᓐ

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

## ᐋ ᐄᔑ ᑎᐱᒥᐦᐧᑳᓂᐧᐃᒃ

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

## ·ᐄᒥᐦᐄ·ᐋᐤ ᓀᔭᒃ

[illegible]

[illegible]

ᑳ ᐃᐦᑎᓈᓂᐧᐃᒡ ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ 2008.2009

# ᑳ ᐃᐦᑎᓈᓂᐧᐃᒡ ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ

## ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᒥᐦᐋᑭᓂᐧᐃᐦ ᓂᔫᐦᑆ ᓈᓯᐣ

[illegible]

[illegible]

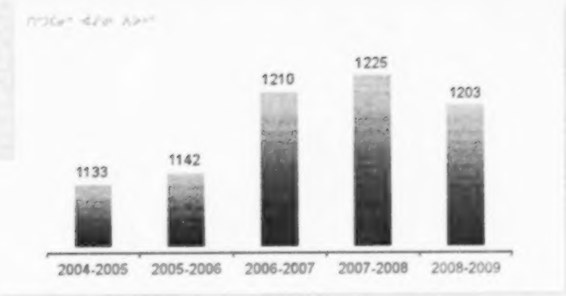
[illegible]

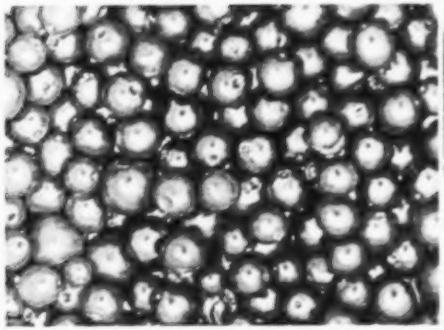
[illegible]

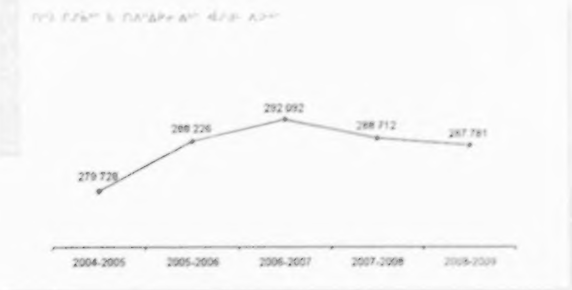
[illegible]

[illegible]

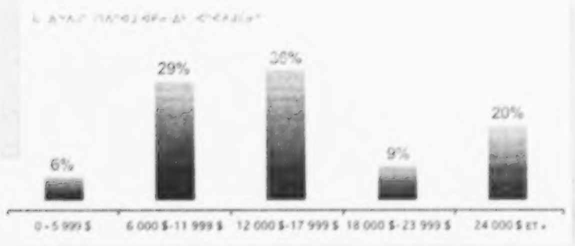
[illegible]


1133
1142
1210
1225
1203
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
2008-2009




279 728
288 226
292 092
288 712
287 781
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
2008-2009

## ᑎᐱᐦᐋᒫᑯᓰᐧᐃᓐ ᐊ ᒥᔫᐧᐋᓂᐧᐃᒡ




## ᐊ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᐦᑎᒫᐅᐦᒡ ᐊ ᐧᐄᒥᐦᐄᑯᒡ ᓂᔫᐦᐅ ᐄᔑᔑᐅᒡ ᐊ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔫᐦᐅ ᓃᔮᓈᐦ

## ᐧᐄᒥᐦᐃᐧᐋᐤ ᓃᔮᓈ

## ᒫᐦᒥᒡ ᒪᓯᓈᑖᒡ

## Prestataires du programme
## *Beneficiaries of the Program*
## ᓂᑑᐦᐅ ᐃᔨᔫᒡ ᐋᐱᒋᐦᐋᒡ ᓂᑑᐦᐅᓃᔮᐤ
## 2008-2009

STRUCTURE DES UNITÉS
*COMPOSITION OF UNITS*
ᐊ ᐃᑎᔑᒡ ᐊ ᐹᐦᐸᔨᑰᑖᐅᔨᒡ

| COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐃᐦᑖᐤ | UNITÉS *UNITS* ᑎᐦᑐᑖᓅ | ADULTES *ADULTS* ᒋᔐᐃᔨᔫᒡ | ENFANTS *CHILDREN* ᐊᐋᔑᒡ | TOTAL *TOTAL* ᒫᒨ |
|---|---|---|---|---|
| Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓂ | 144 | 226 | 45 | 271 |
| Chisasibi ᒋᓵᓰᐱ | 468 | 633 | 260 | 893 |
| Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ | 114 | 151 | 53 | 204 |
| Waswanipi ᐙᔅᐙᓂᐱ | 151 | 235 | 139 | 374 |
| Wemindji ᐐᒥᓐᒌ | 95 | 132 | 18 | 150 |
| Eastmain ᐄᔅᒣᐣ | 38 | 49 | 1 | 50 |
| Whapmagoostui ᐙᐱᒫᑰᔅᑐᐃ | 106 | 158 | 104 | 262 |
| Nemaska ᓀᒥᔅᑳ | 28 | 37 | 3 | 40 |
| Oujé-Bougoumou ᐆᒉᐴᑯᒨ | 59 | 90 | 57 | 147 |
| Total ᒫᒨ | 1 203 | 1 711 | 680 | 2 391 |

## Unités de prestataires selon l'âge du chef de l'unité
## *Beneficiary Units According to Age of the Head of the Unit*
## ᐋ ᐹᔨᑰᑖᐅᔨᓈᓅᒡ ᐊᓂᔮ ᑳ ᐊᑌ ᐃᔅᐱᑎᓯᒡ ᑳ ᓃᑳᓂᒡ ᐋ ᐹᔨᑰᑖᐅᔨᒡ
## 2008-2009

UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES
*UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS*
ᑳ ᐃᑎᔑᒡ ᒋᔐᐃᔨᔫᒡ ᐊ ᐹᔨᑰᑖᐅᔨᓈᓅᒡ

| GROUPE D'ÂGE *AGE GROUP* ᑳ ᐃᔅᐱᑎᓯᒡ | 1 ADULTE *1 ADULT* 1 ᒋᔐᐃᔨᔫ | 2 ADULTES *2 ADULTS* 2 ᒋᔐᐃᔨᔫᒡ | TOTAL *TOTAL* ᒫᒨ | % |
|---|---|---|---|---|
| 17-26 | 186 | 38 | 224 | 19% |
| 27-36 | 79 | 66 | 145 | 12% |
| 37-46 | 92 | 78 | 170 | 14% |
| 47-56 | 53 | 50 | 103 | 9% |
| 57-66 | 85 | 111 | 196 | 16% |
| 67 + | 200 | 165 | 365 | 30% |
| Total ᒫᒨ | 695 | 508 | 1 203 | 100% |

# Participation au programme
## *Participation on the Program*
ᑳ ᐋᐱᒌᐦᐋᑭᓅᒡ ᓂᔅᐦᐆᓵᔮᓐ
## 2008-2009

| | POPULATION CRIE *CREE POPULATION* ᑳ ᐃᑎᔑᐦ ᐄᔨᔫᐦ | | PRESTATIONS DU PROGRAMME *BENEFICIARIES OF THE PROGRAM* ᓂᔅᐦᐆ ᐄᔨᔫᐦ ᐋᐱᒌᐦᐋᐦ ᓂᔅᐦᐆᓵᔮᓐᐦ | |
|---|---|---|---|---|
| COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐃᔥᑖᐃᓐ | MEMBRES[1] *MEMBERS[1]* | RÉSIDANTS[2] *RESIDENTS[2]* | INSCRIPTIONS *ENROLLMENT* | %[3] |
| Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓃ | 3 473 | 3 453 | 271 | 7.8% |
| Chisasibi ᒋᓵᓰᐲ | 3 841 | 3 831 | 893 | 23.3% |
| Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ | 2 593 | 2 570 | 204 | 7.9% |
| Waswanipi ᐙᔅᐙᓂᐲ | 2 021 | 2 007 | 374 | 18.6% |
| Wemindji ᐐᒥᓐᒋ | 1 376 | 1 358 | 150 | 11.0% |
| Eastmain ᐄᔅᒣᐣ | 649 | 491 | 50 | 10.2% |
| Whapmagoostui ᐙᐱᒫᑯᔥᑐᐃ | 841 | 759 | 262 | 34.5% |
| Nemaska ᓀᒥᔅᑳ | 719 | 655 | 40 | 6.1% |
| Oujé-Bougoumou ᐅᒉᐳᑯᒨ | 738 | 731 | 147 | 20.1% |
| Total ᒫᒨ | 16 251 | 15 855 | 2 391 | 15.1% |

1 Membres des communautés (Registre des populations autochtones du 4 mai 2009)
*1 Members of the communities (Enrollment Commission List of May 4, 2009)*
1 [illegible]

2 Membres résidant sur le Territoire de la Baie-James (Registre des populations autochtones du 4 mai 2009)
*2 Members residing in the James Bay Territory (Enrollment Commission List of May 4, 2009)*
2 [illegible]

3 Pourcentage des résidants inscrits au programme
*3 Percentage of residents enrolled on the Program*
3 [illegible]

# Répartition des jours
## *Distribution of Days*
ᐋ ᐃᐦᑎᓂᐋᐤ ᐄᔨᔫᐦ ᐅᐱᔑᑳᒥᐙᐅᐦ
## 2008-2009

ACTIVITÉS / *ACTIVITIES* / [illegible]

JOURS RÉMUNÉRÉS / *PAID DAYS* / [illegible]

| COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐃᔥᑖᐃᓐ | BOIS *BUSH* | RÉGION ÉLOIGNÉE[1] *FAR REGION* | COMITÉ LOCAL *LOCAL COMMITTEE* | MATERNITÉ *MATERNITY* | COURS MANIEMENT D'ARMES *FIREARMS COURSE* | MALADIE DÉSASTRE[2] *SICK LEAVE DISASTER* | CHEF *HEAD* | CONJOINT *CONSORT* | TOTAL *TOTAL*[3] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓃ | 40 847 | 6 922 | 0 | 72 | 0 | 19 | 26 910 | 14 028 | 40 938 |
| Chisasibi ᒋᓵᓰᐲ | 104 622 | 20 319 | 0 | 667 | 0 | 180 | 84 195 | 21 274 | 105 469 |
| Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ | 23 240 | 3 436 | 0 | 28 | 0 | 61 | 18 570 | 4 759 | 23 329 |
| Waswanipi ᐙᔅᐙᓂᐲ | 43 194 | 4 229 | 0 | 0 | 0 | 13 | 30 722 | 12 485 | 43 207 |
| Wemindji ᐐᒥᓐᒋ | 21 166 | 3 777 | 0 | 0 | 0 | 93 | 16 747 | 4 512 | 21 259 |
| Eastmain ᐄᔅᒣᐣ | 8 452 | 1 292 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 699 | 1 753 | 8 452 |
| Whapmagoostui ᐙᐱᒫᑯᔥᑐᐃ | 25 789 | 6 716 | 0 | 311 | 0 | 52 | 19 668 | 6 484 | 26 152 |
| Nemaska ᓀᒥᔅᑳ | 5 859 | 469 | 0 | 0 | 0 | 53 | 4 811 | 1 101 | 5 912 |
| Oujé-Bougoumou ᐅᒉᐳᑯᒨ | 13 063 | 1 361 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 290 | 3 773 | 13 063 |
| Total | [illegible] | [illegible] | 0 | [illegible] | 0 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

1 Région éloignée : le nombre de jours en région éloignée fait partie du nombre de jours passés dans le bois
*1 Far Region: the number of days spent in a far harvesting region are included in the number of days spent in the bush*
1 [illegible]

2 Les jours de maladie et de désastre sont payés par le Fonds d'assurance
*2 Sick Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund*
2 [illegible]

3 Les jours rémunérés (Total) : Total des jours d'activités sauf les jours en région éloignée
*3 Paid Days (Total): Total days of all activities except days in Far Region*
3 [illegible]

## Moyenne de jours rémunérés
## *Average Days Paid*
## ᐋᔨᐧᐊ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓈᐅ
## 2008-2009

| COMMUNAUTÉ<br>*COMMUNITY*<br>ᐃᐦᑖᐃᐧ | UNITÉS<br>*UNITS*<br>ᐹᔓᑖᓈ | PAR CHEF<br>*PER HEAD*<br>[illegible] | PAR CONJOINT<br>*PER CONSORT*<br>ᐹᔓ ᐅᐄᒥᒪᑭᓐ | PAR ADULTE<br>*PER ADULT*<br>ᐹᔓ ᒋᔖᐄᔓ |
|---|---|---|---|---|
| Mistissini<br>ᒥᔅᑎᓯᓃ | 284 | 187 | 171 | 181 |
| Chisasibi<br>ᒋᓵᓰᐲ | 225 | 180 | 129 | 167 |
| Waskaganish<br>ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ | 205 | 163 | 129 | 154 |
| Waswanipi<br>ᐙᓵᓂᐲ | 286 | 203 | 149 | 184 |
| Wemindji<br>ᐐᒥᓐᒋ | 224 | 176 | 122 | 161 |
| Eastmain<br>ᐄᔅᒣᐅ | 222 | 176 | 159 | 172 |
| Whapmagoostui<br>ᐙᐱᒫᑯᔥᑐᐃ | 247 | 186 | 125 | 166 |
| Nemaska<br>ᓀᒥᔅᑳ | 211 | 172 | 122 | 160 |
| Oujé-Bougoumou<br>ᐅᒉᐳᑯᒨ | 221 | 157 | 122 | 145 |
| Moyenne totale<br>*Overall Average*<br>[illegible] | 239 | 181 | 138 | 168 |

## Paramètres de calculs
## *Calculation Parameters*
## ᐋ ᐄᔑ ᑎᐱᒧᐦᑳᓂᐧᐃᐤ
## 2008-2009

| | 2007-2008 | 2008-2009 |
|---|---|---|
| ALLOCATION QUOTIDIENNE<br>*DAILY ALLOWANCE*<br>ᐹᔓ ᒌᔑᑳᐤ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᓯᐧᐃᐤ | 58.19 $ | 59.50 $ |
| CONTRIBUTION AU FONDS D'ASSURANCE<br>*CONTRIBUTION TO THE INSURANCE FUND*<br>ᐊ ᐄᔑ ᐱᔅᑳᓈᑭᓂ ᐃᐤ ᐄᒥᐦᐄᐧᐊᐤ ᓵᓂᔮᐤ | 0.07 $ | 0.07 $ |
| ALLOCATION QUOTIDIENNE NETTE<br>*DAILY NET ALLOWANCE*<br>ᑳ ᒌᔑᐱᔅᑳᓈᑭᓂ ᐃᑦ ᐹᔓ ᒌᔑᑳᐤ | 58.12 $ | 59.43 $ |
| ALLOCATION QUOTIDIENNE POUR RÉGION ÉLOIGNÉE<br>*FAR HARVESTING REGION DAILY ALLOWANCE*<br>ᐊ ᔮᐅᓈᑯᐦ ᓂᑐᐦᐅ ᐊᔅᒌ ᐹᔓ ᒌᔑᑳᐤ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᓯᐧᐃᐤ | 17.46 $ | 17.85 $ |
| MONTANT DE BASE / *BASIC AMOUNT* / [illegible] | | |
| PAR ADULTE / *PER ADULT* / ᐹᔓ ᒋᔖᐄᔮᔮᐤ | 4 298 $ | 4 395 $ |
| PAR ENFANT / *PER CHILD* / ᐹᔓ ᐊᐧᐋᔓᔥ | 1 721 $ | 1 760 $ |
| PAR UNITÉ / *PER UNIT* / ᐹᔓᑖᓂᐤ | 1 721 $ | 1 760 $ |

1 Maladie et désastre: ces jours sont payés par le fonds d'assurance.
1 Sick Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund.
1 [illegible]

# Prestations accordées
## *Benefits Granted*
ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᔐ-ᐋᓂ-ᐃᒡ ᓂᑑᐦᐅᓈᔮᐤ
## 2008-2009

| COMMUNAUTÉ / *COMMUNITY* | ALLOCATION QUOTIDIENNE / *DAILY ALLOWANCE* | JOURS DE MALADIE DÉSASTRE[1] / *SICK LEAVE DISASTER DAYS*[1] | ALLOCATION EN RÉGION ÉLOIGNÉE / *FAR HARVESTING REGION ALLOWANCE* | MONTANT DE BASE GARANTI[2] / *GUARANTEED BASIC AMOUNT*[2] | SOUS-TOTAL / *SUB-TOTAL* | AIDE SOCIALE AJUSTEMENT[3] / *SOCIAL AID ADJUSTMENT*[3] | TOTAL / *TOTAL* | MOYENNE UNITÉ / *AVERAGE UNIT* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mistissini<br>ᒥᔅᑎᓯᓂ | 2 431 816 $ | 1 129 $ | 123 558 $ | 82 063 $ | 2 638 566 $ | 3 061 $ | 2 635 505 $ | 18 302 $ |
| Chisasibi<br>ᒋᓵᓰᐱ | 6 257 325 $ | 10 697 $ | 362 694 $ | 473 863 $ | 7 104 579 $ | 5 503 $ | 7 099 076 $ | 15 169 $ |
| Waskaganish<br>ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ | 1 382 817 $ | 3 625 $ | 61 333 $ | 125 107 $ | 1 572 882 $ | 0 $ | 1 572 882 $ | 13 797 $ |
| Waswanipi<br>ᐙᔅᐙᓂᐲ | 2 567 019 $ | 773 $ | 75 488 $ | 228 378 $ | 2 871 658 $ | -16 121 $ | 2 887 779 $ | 19 124 $ |
| Wemindji<br>ᐐᒥᓐᒋ | 1 257 895 $ | 5 527 $ | 67 419 $ | 48 645 $ | 1 379 466 $ | 0 $ | 1 379 466 $ | 14 521 $ |
| Eastmain<br>ᐄᔅᒣᐃᓐ | 502 302 $ | 0 $ | 23 062 $ | 10 387 $ | 535 751 $ | 0 $ | 535 751 $ | 14 099 $ |
| Whapmagoostui<br>ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃ | 1 551 123 $ | 3 090 $ | 119 881 $ | 128 424 $ | 1 802 518 $ | 0 $ | 1 802 518 $ | 17 005 $ |
| Nemaska<br>ᓀᒥᔅᑳ | 348 200 $ | 3 150 $ | 8 372 $ | 12 865 $ | 372 587 $ | 0 $ | 372 587 $ | 13 307 $ |
| Oujé-Bougoumou<br>ᐅᒉᐳᑯᒧ | 776 334 $ | 0 $ | 24 294 $ | 62 351 $ | 862 979 $ | 2 119 $ | 860 860 $ | 14 591 $ |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

1 Les jours de maladie et de désastre sont payés par le Fonds d'assurance (voir le tableau 8)
*1 Sick days and disaster days are paid by the Insurance Fund (see Table 8)*
1 [illegible]

2 Montant de base garanti payable après avoir déduit tous les revenus gagnés par le chef et le conjoint.
*2 Guaranteed basic amount payable after all income received by the head and the Consort has been deducted.*
2 [illegible]

3 Montants d'aide sociale reçus par des prestataires en début d'année avant que leur admissibilité au programme ne soit confirmée et les montants d'ajustement au dossier. Ce montant est déduit en entier du montant annuel de prestations payables.
*3 Amounts received by beneficiaries at the beginning of the year before their eligibility to the Program was confirmed as well as adjustments required in the file. The amount is deducted in total from the annual amount of benefits payable.*
3 [illegible]

# Fonds d'assurance
## *Insurance Fund*
ᐧᐄᒥᐦᐄᐧᐋᐤ ᓈᔮᐤ
## 2008-2009

| COMMUNAUTÉ / *COMMUNITY* | ACTIVITÉS (Jours payés) / *ACTIVITIES (Days paid)*: MALADIE / *SICK LEAVE* | ACTIVITÉS (Jours payés) / *ACTIVITIES (Days paid)*: DÉSASTRE / *DISASTER* | PRESTATIONS ACCORDÉES[1] / *BENEFITS GRANTED*[1]: MALADIE / *SICK LEAVE* | PRESTATIONS ACCORDÉES[1] / *BENEFITS GRANTED*[1]: DÉSASTRE / *DISASTER* | PRESTATIONS ACCORDÉES[1] / *BENEFITS GRANTED*[1]: TOTAL / *TOTAL* |
|---|---|---|---|---|---|
| Mistissini<br>ᒥᔅᑎᓯᓂ | 19 | 0 | 1 129 $ | 0 $ | 1 129 $ |
| Chisasibi<br>ᒋᓵᓰᐱ | 180 | 0 | 10 697 $ | 0 $ | 10 697 $ |
| Waskaganish<br>ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ | 61 | 0 | 3 625 $ | 0 $ | 3 625 $ |
| Waswanipi<br>ᐙᔅᐙᓂᐲ | 13 | 0 | 773 $ | 0 $ | 773 $ |
| Wemindji<br>ᐐᒥᓐᒋ | 93 | 0 | 5 527 $ | 0 $ | 5 527 $ |
| Eastmain<br>ᐄᔅᒣᐃᓐ | 0 | 0 | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Whapmagoostui<br>ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃ | 52 | 0 | 3 090 $ | 0 $ | 3 090 $ |
| Nemaska<br>ᓀᒥᔅᑳ | 53 | 0 | 3 150 $ | 0 $ | 3 150 $ |
| Oujé-Bougoumou<br>ᐅᒉᐳᑯᒧ | 0 | 0 | 0 | 0 $ | 0 $ |
| Total | 471 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

1 Maladie et désastre: les jours sont payés par le Fonds d'assurance
*1 Sick Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund*
1 [illegible]

# Organigramme
## *Organization Chart*
## ᐋ ᐃᑎᔥᑳᑐᓈᓂᐧᐃᒡ

**Membres de l'Office**
***Members of the Board***

**Directeur général**
***Director-general***

**Secrétaire de direction**
***Executive Secretary***

**Directeur des services administratifs**
***Director of Administrative Services***

**Secrétaire administrative**
***Administrative Secretary***

**Adjoint au programme - Administration**
***Program Assistant - Administration***

**Agent de soutien au programme**
***Program Support Agent***

**Adjoint au programme - Services**
***Program Assistant - Services***

**Administrateurs locaux**
***Local Administrators***

# Les membres de l'Office et le personnel
## *The members of the Board and the staff*
## ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᑦᒡ ᑮᔮᐦ ᐊᐱᒥᐦᐋᑭᓂᒡ

**Membres de l'Office**
***Members of the Board***

**Personnel de l'Office** (au 30 juin 2009)
***Board personnel*** *(as of June 30, 2009)*

**Gouvernement du Québec**
***Government of Québec***
**ᓂᐯᔅ ᑎᑯᐦᒋᒫᐤ**

Gérald Lemoyne

Jean-Guy Dugré
Guy [illegible]

**Administration régionale crie**
***Cree Regional Authority***
**ᐄᔨᔫ ᑎᑯᐦᒋᒫᐤ**

George Wapachee

Philip [illegible]
Willie Iserhoff

**Siège social** . ***Head Office*** . **ᐅᒋᒫᐤ ᒥᔅᓂᐦᐄᒫᐅᑭᒥᐤ**

Serge Larivière

Régent Brindamour

Tanya Lynn Strong

Marie-Claude Thibault

Monique [illegible]

Manon Girard

Alana Russell

Isabelle Simard

# Communautés Cries
*Cree Communities*
ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᒌᐑᓐ

**Peter Shecapio,**
Adjoint au programme-Services
Program Assistant-Services
Mistissini

**George M. Shecapio,**
Administrateur local
Local Administrator
Mistissini

**Sally Herodier,**
Administratrice locale
Local Administrator
Chisasibi

**Marjorie House,**
Administratrice locale
Local Administrator
Chisasibi

**Lizzie Diamond,**
Administratrice locale
Local Administrator
Waskaganish

**Jacob Gull,**
Administrateur local
Local Administrator
Waswanipi

**Krista Kakabat,**
Administratrice locale
Local Administrator
Wemindji

**Fred L. Tomatuk,**
Administrateurs local
Local Administrator
Eastmain

**Valerie Herodier,**
Administratrice locale
Local Administrator
Whapmagoostui

**Wendy Bosum,**
Administratrice locale
Local Administrator
Oujé-Bougoumou

# OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

ÉTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE TERMINÉ
LE 30 JUIN 2009

# CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE FISCAL YEAR ENDED ON
JUNE 30, 2009

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Les membres de l'Office surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuvent les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Office, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Serge Larivière, Directeur général

Régent Brind'Amour, Directeur des services administratifs

POUR
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Québec, le 30 octobre 2009

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 2009 ainsi que l'état des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 30 juin 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu des modifications de conventions comptables résultant de l'adoption des normes comptables pour le secteur public et expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, CA auditeur

Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 30 octobre 2009

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**
**RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE**
**30 JUIN 2009**

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | |
| Contributions du gouvernement du Québec | 21 142 491 | $ | 20 964 393 | $ |
| Intérêts | 11 427 | | 35 582 | |
| | 21 153 918 | | 20 999 975 | |
| **CHARGES** | | | | |
| Prestations de sécurité du revenu | 19 168 491 | | 18 873 893 | |
| *Frais d'administration* | | | | |
| Traitement et avantages sociaux | 1 164 298 | | 1 077 769 | |
| Déplacements | 234 268 | | 150 400 | |
| Loyers | 98 056 | | 97 395 | |
| Honoraires professionnels | 35 408 | | 43 909 | |
| Entretien et traitements informatiques | 265 756 | | 154 024 | |
| Fournitures | 99 197 | | 73 000 | |
| Téléphone et communications | 28 626 | | 23 690 | |
| Frais de banque et d'intérêts | 2 050 | | 13 983 | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 115 834 | | 189 613 | |
| | 2 043 493 | | 1 823 783 | |
| | 21 211 984 | | 20 697 676 | |
| **(INSUFFISANCE) / EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES** | (58 066) | | 302 299 | |
| **EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT** | 739 697 | | 437 398 | |
| **EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN** | 681 631 | $ | 739 697 | $ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**
**BILAN**
**AU 30 JUIN 2009**

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | | |
| **Actif à court terme** | | | | |
| Encaisse (note 4) | 293 870 | $ | 176 771 | $ |
| Dépôts à terme (note 5) | 525 000 | | 600 000 | |
| Créances (note 6) | 3 319 652 | | 3 112 298 | |
| Frais payés d'avance | 19 504 | | 13 972 | |
| | 4 158 026 | | 3 903 041 | |
| **Immobilisations corporelles (note 7)** | 35 210 | | 139 396 | |
| | 4 193 236 | $ | 4 042 437 | $ |
| **PASSIF** | | | | |
| **Passif à court terme** | | | | |
| Emprunt | - | $ | 96 639 | $ |
| Charges à payer et frais courus (note 8) | 3 504 661 | | 3 203 591 | |
| Dû au Fonds d'assurance (note 12) | 6 944 | | 2 510 | |
| | 3 511 605 | | 3 302 740 | |
| **EXCÉDENT CUMULÉ** | 681 631 | | 739 697 | |
| | 4 193 236 | $ | 4 042 437 | $ |

Engagements (note 9)

Fonds d'assurance (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

**POUR**
**L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

Gérald Lemoyne

George Wapachee

## 1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (L.R.Q., chapitre O-2.1), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation de la faune comme mode de vie.

Des montants sont versés à des unités de prestataires qui y sont admissibles, sujet entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher et piéger et à exercer des activités accessoires.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de l'Office par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de l'ICCA pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

### Flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

### Produits

Les contributions du gouvernement du Québec non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les contributions affectées sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont effectuées.

Les autres produits sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

### Prestations de sécurité du revenu

Les prestations sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Les montants relatifs à la récupération des trop-payés sont comptabilisés au moment où ils sont récupérés étant donné l'incertitude concernant la recouvrabilité de ces derniers.

### Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette).

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, soit :

| | Durée |
|---|---|
| Améliorations locatives | 7 ans |
| Mobilier équipement | 5 ans |
| Équipement informatique | 3 ans |
| Logiciel | 5 ans |

### Dépréciation d'immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## 3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

### Changement de référentiel comptable

Depuis le 1er juillet 2008, l'Office établit ses états financiers selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA)* pour le secteur public. Auparavant, il utilisait le *Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour le secteur privé*. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs. Ce changement n'a aucune incidence sur les résultats et l'excédent cumulé de l'Office. Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous.

### Dépréciation des immobilisations corporelles

La baisse de valeur des immobilisations corporelles est fondée sur leur capacité de fournir des biens ou services ou sur la valeur des avantages économiques futurs plutôt que sur l'évaluation des flux monétaires futurs non actualisés que procurera l'immobilisation corporelle.

### Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

**Immobilisations corporelles**

Le logiciel est maintenant présenté dans le poste « immobilisations corporelles » plutôt que dans le poste « actifs incorporels ».

## 4. ENCAISSE

L'encaisse comprend un montant de 30 000 $, détenu dans un compte en fiducie et affecté par résolution des membres de l'Office aux versements de prestations. Ce montant sert à pourvoir, entre autres, aux versements d'avance et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraîne des délais excessifs pour le prestataire.

## 5. DÉPÔTS À TERME

L'Office possède un dépôt à terme portant intérêts à un taux de 0,40 % (2008 : 2,75 %), échéant le 20 juillet 2009.

## 6. CRÉANCES

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| Subvention à recevoir du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 3 264 598 | $ | 3 068 582 | $ |
| Autres | 55 054 | | 43 716 | |
| | 3 319 652 | $ | 3 112 298 | $ |

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | 2009 | | | | | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coût | | Amortissement cumulé | | Net | | Net | |
| Améliorations locatives | 18 416 | $ | 16 442 | $ | 1 974 | $ | 4 604 | $ |
| Mobilier et Équipement | 7 949 | | 1 740 | | 6 209 | | 1 733 | |
| Équipement informatique | 25 818 | | 16 209 | | 9 609 | | 10 247 | |
| Logiciel | 904 650 | | 887 232 | | 17 418 | | 122 812 | |
| | 956 833 | $ | 921 623 | $ | 35 210 | $ | 139 396 | $ |

Les acquisitions de l'exercice totalisent un montant de 11 648 $ (2008 : 5 636 $).

## 8. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| Prestations de la sécurité du revenu | 3 379 391 | $ | 3 122 448 | $ |
| Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 936 | | 1 872 | |
| Centre de services partagés du Québec | 47 004 | | 19 813 | |
| Fournisseurs | 27 705 | | | |
| Traitements et avantages sociaux | 49 625 | | 59 458 | |
| | 3 504 661 | $ | 3 203 591 | $ |

## 9. ENGAGEMENTS

L'Office est engagé par un contrat de services professionnels avec le Centre de services partagés du Québec pour l'entretien de son système informatique jusqu'en mars 2013.

L'Office est également engagé par un bail à long terme échéant en mars 2020 pour des locaux administratifs. Cet engagement totalise 544 117 $.

Les paiements minimums futurs exigibles sur la totalité des engagements s'établissent comme suit :

| | |
|---|---|
| 2010 | 241 192 $ |
| 2011 | 241 699 |
| 2012 | 240 176 |
| 2013 | 192 228 |
| 2014 | 49 659 |
| 2015 et suivants | 300 675 |
| | 1 265 629 $ |

## 10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'Office imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 49 267 $ (2008 : 41 979 $). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

## 11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 12. FONDS D'ASSURANCE

La Convention complémentaire no 15 modifiant le chapitre 30 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est entrée en vigueur le 1er juillet 2002. Un Fonds d'assurance administré par l'Office a été créé, pour financer les congés de maladie et ceux relatifs aux désastres. Le Fonds est financé par des contributions égales du gouvernement du Québec et des prestataires du programme. Les actifs du Fonds d'assurance ne font pas partie des actifs de l'Office, lequel a la responsabilité de rendre compte des activités du Fonds.

Les résultats, l'excédent cumulé et la situation financière du Fonds d'assurance pour l'exercice se terminant le 30 juin 2009 sont les suivants :

### RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | |
| Contribution du gouvernement du Québec | 20 112 | $ | 20 183 | $ |
| Contribution des prestataires | 20 112 | | 20 183 | |
| Intérêts | 42 851 | | 77 140 | |
| | 83 075 | | 117 506 | |
| **CHARGES** | | | | |
| Congés de maladie et désastres | 298 712 | | 280 022 | |
| Frais de banque | 115 | | 90 | |
| | 298 827 | | 280 112 | |
| **INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES** | (215 752) | | (162 606) | |
| **EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT** | 418 481 | | 581 087 | |
| **EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN** | 202 729 | $ | 418 481 | $ |

### BILAN

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **ACTIF À COURT TERME** | | | | |
| Encaisse | 210 | $ | 9 098 | $ |
| Placements temporaires | 2 097 778 | | 2 036 941 | |
| Compte à recevoir de l'Office | 6 944 | | 2 510 | |
| Compte à recevoir du gouvernement du Québec | 6 944 | | 2 510 | |
| | 2 111 376 | | 2 051 059 | |
| **PASSIF** | | | | |
| Congés de maladie à payer | 1 909 147 | $ | 1 632 578 | $ |
| **EXCÉDENT CUMULÉ** | 202 729 | | 418 481 | |
| | 2 111 876 | $ | 2 051 059 | $ |

### MANAGEMENT'S REPORT

The financial statements of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board have been drawn up by management, which is responsible for their preparation and disclosure, including significant judgments and estimates. This responsibility involves choosing appropriate accounting policies that comply with Canadian generally accepted accounting principles. All other financial information contained in the annual activity report is consistent with that presented in the financial statements.

To fulfill its responsibilities, management maintains a system of internal accounting controls designed to provide reasonable assurance that assets are safeguarded and that transactions are duly approved and properly recorded, when appropriate and in a manner suitable for preparing reliable financial statements.

The Board recognizes that it is responsible for conducting its affairs in accordance with the statutes and regulations governing it.

The members of the Board oversee the manner in which management performs its financial reporting duties and have approved the financial statements.

The Auditor General of Quebec has audited the Board's financial statements in accordance with the Canadian generally accepted auditing standards. His report states the nature and scope of his audit and his opinion. The Auditor General may, without restriction, meet with the members of the Board to discuss any matter related to the audit.

Serge Larivière, Director general

Regent Brind'Amour, Director of Administrative Services

FOR
THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

Quebec, October 30, 2009

## AUDITOR'S REPORT

To the National Assembly

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 2009 and the statement of operations and accumulated surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 2009 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. As required by the *Auditor General Act* (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, and given the change in the accounting policies resulting from the adoption of accounting standards for the public sector as explained in note 3, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Renaud Lachance CA auditor

Renaud Lachance, CA Auditor
Auditor General of Québec

Québec, October 30, 2009

## CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
## OPERATIONS AND ACCUMULATED SURPLUS
## FOR THE FISCAL YEAR ENDED ON JUNE 30, 2009

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **REVENUES** | | | | |
| Contributions of the Government of Québec | 21 142 491 | $ | 20 964 393 | $ |
| Interest | 11 427 | | 35 582 | |
| | 21 153 918 | | 20 999 975 | |
| **EXPENSES** | | | | |
| Income security benefits | 19 168 491 | | 18 873 893 | |
| *Administrative expenses* | | | | |
| Salary and fringe benefits | 1 164 298 | | 1 077 769 | |
| Travel | 234 268 | | 150 400 | |
| Rent | 98 056 | | 97 395 | |
| Professional fees | 35 408 | | 43 909 | |
| Data processing and maintenance | 265 756 | | 154 024 | |
| Supplies | 99 197 | | 73 000 | |
| Telephone and communications | 28 626 | | 23 690 | |
| Bank and interest fees | 2 050 | | 13 983 | |
| Amortization of tangible capital assets | 115 834 | | 189 613 | |
| | 2 043 493 | | 1 823 783 | |
| | 21 211 984 | | 20 697 676 | |
| **(INSUFFICIENCY) / SURPLUS OF REVENUES OVER EXPENSES** | (58 066) | | 302 299 | |
| **ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF THE YEAR** | 739 697 | | 437 398 | |
| **ACCUMULATED SURPLUS, END OF THE YEAR** | 681 631 | $ | 739 697 | $ |

The notes are an integral part of these financial statements.

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD**
**BALANCE SHEET**
**AS AT JUNE 30, 2009**

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **ASSETS** | | | | |
| **Short-term assets** | | | | |
| Cash on hand (note 4) | 293 870 | $ | 176 771 | $ |
| Term deposits (note 5) | 525 000 | | 600 000 | |
| Accounts receivable (note 6) | 3 319 652 | | 3 112 298 | |
| Prepaid expenses | 19 504 | | 13 972 | |
| | 4 158 026 | | 3 903 041 | |
| **Tangible capital assets (note 7)** | 35 210 | | 139 396 | |
| | 4 193 236 | $ | 4 042 437 | $ |
| **LIABILITIES** | | | | |
| **Short-term liabilities** | | | | |
| Loan | - | $ | 96 639 | $ |
| Accounts payable and accrued liabilities (note 8) | 3 504 661 | | 3 203 591 | |
| Amount owing to the Insurance Fund (note 12) | 6 944 | | 2 510 | |
| | 3 511 605 | | 3 302 740 | |
| **ACCUMULATED SURPLUS** | 681 631 | | 739 697 | |
| | 4 193 236 | $ | 4 042 437 | $ |

Commitments (note 9)

Insurance Fund (note 12)

The notes are an integral part of these financial statements

**FOR**
**THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD**

Gerald Lemoyne

George Wapachee

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD**
**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS**
**JUNE 30, 2009**

## 1. CONSTITUTION, OPERATION AND FUNDING

The purpose of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, created pursuant to *An Act respecting the Cree Hunters and Trappers Income Security Board* (R.SQ., chapter O-2.1), is to administer this Act for the purposes of providing Cree trappers and hunters with a guaranteed income; this program includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to eligible beneficiary units according, among other things, to the time spent hunting, fishing and trapping and carrying out related activities.

Under federal and provincial tax laws, the Board is not subject to income tax.

## 2. ACCOUNTING POLICIES

The preparation of the Board's financial statements by management, in keeping with the Canadian generally accepted accounting principles, requires that management use estimates and assumptions that affect reporting of assets and liabilities, presentation of contingent assets and liabilities on the date of the financial statements, and reporting revenues and expenses over the period covered by the financial statements. The real results may differ from the best estimates made by management.

For the purposes of preparing its financial statements, the Board uses on a priority basis the *CICA Public Sector Accounting Handbook*. The use of any other source of generally accepted accounting principles must be consistent with the Handbook.

**Cash flows**

The cash flow statement has not been presented, since it contains no additional information that would be useful for understanding cash flows during the year.

**Revenues**

The unrestricted contributions of the Government of Québec are recorded as revenues when they are received or receivable, if the amount receivable may be reasonably estimated and its receipt is reasonably assured.

The restricted contributions are recorded as revenues of the fiscal year in which the related expenditures are incurred.

The other revenues are recorded as they are earned and as their collection is reasonably assured.

**Income security benefits**

Benefits are posted when authorized and when the beneficiary meets the eligibility criteria, if any. The amounts pertaining to the collection of overpayments are recorded when they are collected given the uncertainty of their collection.

**Term deposits**

Term deposits are recorded at their lowest value (cost or net realizable value).

**Tangible capital assets**

Tangible capital assets are recorded at cost and amortized over their service life using the straight-line method and the following durations:

| | Duration |
|---|---|
| Leasehold improvements | 7 years |
| Furniture and equipment | 5 years |
| Computer hardware | 3 years |
| Software | 5 years |

**Write-downs of tangible capital assets**

When the general economic environment indicates that a tangible capital asset no longer contributes to the Board's ability to provide services or that the value of the future economic benefits associated with the tangible capital asset is below its net book value, its cost is reduced to reflect its decline in value. The net losses in value on tangible capital assets are charged to the statement of operation. No recovery is recorded.

**Pension plans**

The accounting procedure used for defined-contribution plans is applied to interenterprise government defined-benefit plans, given that the Board lacks sufficient information to apply the accounting procedure for defined-benefit plans.

## 3. CHANGES TO ACCOUNTING POLICIES

**Change to the authoritative accounting pronouncements**

Since July 1, 2008, the Board has drawn up its financial statements according to the *Public Sector Accounting Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA)*. Previously it used the *CICA Private Sector Accounting Handbook*. The effects of the first application of these new standards are recognized retroactively with the restatement of the comparative financial statements. This change has no impact on the operations and the accumulated surplus of the Board. The accounting policies affected by this change to the authoritative accounting pronouncements are described below.

**Write-downs of tangible capital assets**

The decline in value of the tangible capital assets is based on their ability to provide goods or services or on the value of the future economic benefits rather than on the evaluation of the non-discounted cash flows that the tangible capital asset will bring.

**Financial instruments**

The information pertaining to financial instruments is no longer required since the standards concerning them are no longer applicable according to public sector accounting standards. This change has no impact on the measurement of assets and liabilities.

**Tangible capital assets**

The software is now presented under "tangible capital assets" rather than under "intangible assets".

## 4. CASH ON HAND

The cash on hand includes a sum of $30 000 held in a trust account and allocated by resolution of the members of the Board to benefit payments including, among other things, advance payments and emergency payments where the usual cheque-issuing procedure would result in excessive delays for the beneficiary.

## 5. TERM DEPOSITS

The Board has a term deposit bearing interest at a rate of 0.40 % (2008: 2.75 %), maturing on July 20, 2009.

## 6. ACCOUNTS RECEIVABLE

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| Subsidy receivable from the Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 3 264 598 | $ | 3 068 582 | $ |
| Other | 55 054 | | 43 716 | |
| | 3 319 652 | $ | 3 112 298 | $ |

## 7. TANGIBLE CAPITAL ASSETS

| | 2009 | | | | | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cost | | Accumulated amortization | | Net | | Net | |
| Leasehold improvements | 18 416 | $ | 16 442 | $ | 1 974 | $ | 4 604 | $ |
| Furniture and equipment | 7 949 | | 1 740 | | 6 209 | | 1 733 | |
| Computer hardware | 25 818 | | 16 209 | | 9 609 | | 10 247 | |
| Software | 904 650 | | 887 232 | | 17 418 | | 122 812 | |
| | 956 833 | $ | 921 623 | $ | 35 210 | $ | 139 396 | $ |

The acquisitions of the fiscal year total an amount of $ 11 648 (2008 : $5 636).

## 8. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| Income security benefits | 3 379 391 | $ | 3 122 448 | $ |
| Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 936 | | 1 872 | |
| Centre de services partagés du Québec | 47 004 | | 19 813 | |
| Suppliers | 27 705 | | | |
| Salaries and fringe benefits | 49 625 | | 59 458 | |
| | 3 504 661 | $ | 3 203 591 | $ |

## 9. COMMITMENTS

The Board is committed, under a professional services contract, to paying the Centre de services partagés du Québec, for their maintenance of its computer system until March 2013.

The Board is also committed under a long-term lease for administrative offices expiring in March 2020. This commitment totals $544 117.

Minimum future payments on all of the commitments are as follows:

| | |
|---|---|
| 2010 | 241 192 $ |
| 2011 | 241 699 |
| 2012 | 240 176 |
| 2013 | 192 228 |
| 2014 | 49 659 |
| 2015 and following | 300 675 |
| | 1 265 629 $ |

## 10. PENSION PLANS

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (RREGOP) or the Pension Plan of Management Personnel (PPMP). These are interenterprise defined-benefit plans and include guaranteed payments upon retirement and death.

The Board's contributions charged to the statement of operations amount to $49 267 (2008: $41 979). The Board's liability towards these Government plans is restricted to its contributions as an employer.

## 11. RELATED PARTY TRANSACTIONS

In addition to the related party transactions disclosed in its financial statements and recorded at exchange value, the Board is a related party to all government departments, special funds, agencies and enterprises controlled directly or indirectly by the Government of Québec or subject to either joint control or significant influence by it. The Board did not carry out any business transactions with these related parties other than during the normal course of operations and under normal business conditions. These transactions are not shown separately in the financial statements.

## 12. INSURANCE FUND

Complementary Agreement No. 15 amending Section 30 of the James Bay and Northern Québec Agreement came into effect on July 1, 2002. An insurance fund administered by the Board was created to finance sick leave and leave related to disasters. The Fund is financed by equal contributions from the Government of Québec and program beneficiaries. The Insurance Fund's assets are separate from the assets of the Board, which is responsible for reporting on Fund activities.

The operations, accumulated surplus and financial position of the Insurance Fund for the fiscal year ending on June 30, 2009 are as follows:

### OPERATIONS AND ACCUMULATED SURPLUS

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **REVENUES** | | | | |
| Contribution of the Government of Québec | 20 112 | $ | 20 183 | $ |
| Contribution of beneficiaries | 20 112 | | 20 183 | |
| Interest | 42 851 | | 77 140 | |
| | 83 075 | | 117 506 | |
| **EXPENSES** | | | | |
| Sick leave and disasters | 298 712 | | 280 022 | |
| Bank fees | 115 | | 90 | |
| | 298 827 | | 280 112 | |
| **INSUFFICIENCY OF REVENUES OVER EXPENSES** | (215 752) | | (162 606) | |
| **ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF THE YEAR** | 418 481 | | 581 087 | |
| **ACCUMULATED SURPLUS, END OF THE YEAR** | 202 729 | $ | 418 481 | $ |

### BALANCE SHEET

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|
| **SHORT-TERM ASSETS** | | | | |
| Cash on hand | 210 | $ | 9 098 | $ |
| Temporary investments | 2 097 778 | | 2 036 941 | |
| Account receivable from the Board | 6 944 | | 2 510 | |
| Account receivable from the Government of Québec | 6 944 | | 2 510 | |
| | 2 111 876 | | 2 051 059 | |
| **LIABILITIES** | | | | |
| Sick leaves payable | 1 909 147 | $ | 1 632 578 | $ |
| **ACCUMULATED SURPLUS** | 202 729 | | 418 481 | |
| | 2 111 876 | $ | 2 051 059 | $ |

## CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DE L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

### CHAPITRE I
### OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

### CHAPITRE II
### PRINCIPES D'ÉTHIQUE ET RÈGLES GÉNÉRALES DE DÉONTOLOGIE

## CODE OF ETHICS AND PROFESSIONAL CONDUCT OF THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

### CHAPTER I
### PURPOSE AND SCOPE

### CHAPTER II
### ETHICAL PRINCIPLES AND GENERAL RULES OF PROFESSIONAL CONDUCT

### CHAPITRE III
### RÉMUNÉRATION

### CHAPITRE IV
### PROCESSUS DISCIPLINAIRE

### CHAPTER III
### REMUNERATION

### CHAPTER IV
### DISCIPLINARY PROCESS

## Plan d'action de développement durable 2009-2013
## L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Le 31 mars 2009, l'Office a rendu public son «Plan d'action de développement durable 2009-2013» en conformité avec la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

Ce premier plan d'action de l'Office vise la mise en place de procédures de prise en compte des principes de développement durable au cours des cinq prochaines années au sein de l'administration même de l'Office. Notre Plan d'action touche deux orientations stratégiques et autant d'objectifs gouvernementaux, comprend 3 actions et 8 gestes spécifiques.

Le Plan d'action a été publié le 31 mars 2009 alors que l'année-programme 2008-2009 tirait à sa fin. L'intervalle de temps très restreint entre l'adoption du plan d'action explique qu'il y a peu de gestes débutés.

### Activités réalisées en cours d'année

**Orientation stratégique gouvernementale 1 (incontournable)**

Informer, Sensibiliser, Éduquer, Innover

**Objectif gouvernemental 1**

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

**Premier Objectif de l'Office**

Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux aux principes de développement durable

**Action 1**

Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'administration publique, tant auprès des employés du siège social que de ceux des bureaux situés dans les communautés cries de la Baie-James.

| Geste | Suivi |
|---|---|
| 1. Publier des affiches dans les locaux du siège social et dans les bureaux des communautés cries | Non débuté |
| 2. Participation à une formation sur le développement durable | Non débuté |
| 3. Transmettre de l'information aux employés dans les communautés cries. | Non débuté |

**Indicateur :** Taux d'employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable
**Cible :** 80% des employés sensibilisés d'ici 2011
**Résultats de l'année :** Aucune activité n'a été réalisée, en 2008-2009, pour mettre en œuvre l'Action 1

**Orientation stratégique gouvernementale 1 (incontournable)**

Informer, Sensibiliser, Éduquer, Innover

**Objectif gouvernemental 1**

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

**Deuxième Objectif de l'Office**

Sensibiliser la clientèle du programme aux principes de développement durable

**Action 2**

Promouvoir les principes du développement durable auprès de la clientèle, c'est-à-dire les chasseurs, trappeurs, et pêcheurs cris, prestataires du programme.

| Geste | Suivi |
|---|---|
| 4. Articles sur le développement durable inclus dans la revue publiée par l'Office : « The Cree Hunter and Trappers » | Non débuté |

**Indicateur :** Nombre de communications adressées directement aux prestataires
**Cible :** Au minimum 1 article à paraître par année
**Résultats de l'année :** Aucune activité n'a été réalisée, en 2008-2009, pour mettre en œuvre l'Action 2.

**Orientation stratégique gouvernementale 2 (incontournable)**

Produire et consommer de façon responsable

**Objectif gouvernemental 2**

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et organismes gouvernementaux.

**Troisième objectif de l'Office**

Mettre en place des pratiques d'achat respectueuses de l'environnement

**Action 3**

Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement responsable

| Geste | Suivi |
|---|---|
| 5. Mettre en place des mesures de récupération des matières résiduelles et de réduction de la consommation d'énergie au siège social et dans les bureaux locaux. | Amorcé |
| 6. Acquérir des biens et des services d'une façon écoresponsable | Amorcé |
| 7. Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux à privilégier les communications électroniques et à en limiter l'impression | Amorcé |
| 8. Inciter les employés des bureaux locaux à se servir de leurs ordinateurs d'une façon régulière afin de réduire le papier nécessaire aux communications. | [illegible] |

**Indicateur :** Pratiques d'acquisition écoresponsable.
Mesures contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux de gestion environnementale
**Cible :** Nombre de pratiques d'acquisition écoresponsable.
Nombre de mesures de gestion environnementale.
**Résultats :** Aucune activité mesurable et quantifiable n'a été réalisée, en 2008-2009, pour mettre en œuvre l'Action 3.

### Objectifs gouvernementaux non retenus

L'Office a fait l'exercice de réviser tous les objectifs gouvernementaux de développement durable afin d'en évaluer le lien avec sa mission. La liste des objectifs non retenus, ainsi que les motifs correspondants est incluse à l'Annexe 1 du Plan d'action de développement durable 2009-2013.

Traduction : … Communications
Photos : …
Impression : SOLISCO

2700, boulevard Laurier, Édifice Champlain, bureau 1100, Québec, Qc  G1V 4K5

Téléphone [illegible] • Télécopieur [illegible]
courrier@osicpc.ca • www.osicpc.ca


100%